

40

ETE 1981

7 F

IRL journal d'expressions libertaires



**UN
CHEF FORT
REND UN
PEUPLE FAIBLE
UN
PEUPLE FORT
N'A PAS
BESOIN
DE CHEF**

3	Lorsqu'on on change de roi, même les anarchistes dansent
4	Big Brothers te regardent
5, 6, 7	Zaâma d'banlieue
8	Coup de pied au cul
9	La crèche familiale de Rillieux
10, 11	Je ne suis pas raciste, mais...
12, 13, 14, 15	Suède : la SAC
16, 17, 18	Brixton Rock
19, 20, 21	Nicaragua
22	URSS, les prisonniers libertaires
23, 24	Pologne : one big union
25	RFA, occupation des maisons
26, 27	Irlande : le relais de la mort d'Etat
28	Groupe Insoumission
29	John

I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.
 Directeur de publication : Alain Thevenet
 Commission paritaire : 55270
 Imprimé par les : Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.
 NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

Pour une poignée de DOLLARS

L'heure du bilan a sonné. Giscard est parti, Mitterand est arrivé. Déblocage? Oui, à condition qu'il y ait un mouvement derrière. I.R.L. voudrait en faire partie. Mais un bi-mestriel peut-il jouer un rôle véritable? En septembre 1980, lors de notre A.G. annuelle, nous avons décidé de sortir un I.R.L. bi-mestriel, pendant un an, afin de « tester » notre nouvelle formule et de passer, si tout allait bien, à une parution mensuelle, à partir de septembre 1981. Nous avons tenu nos « promesses » quant à la parution régulière d'IRL, vous avez pu le remarquer. Nous avons amélioré aussi la diffusion auprès des abonnés qui le reçoivent maintenant de 2 à 3 jours après notre visite à la poste, grâce au ROUTAGE (rou tage qui nous a d'ailleurs fait réaliser quelques économies : nous sommes passés de 0,17 F par journal, à 0,007F soit 0,7 centimes actuellement). Dans cette même option d'année-test nous avons assuré une diffusion par messageries sur Lyon et sa région, depuis le n.° 38. Malheureusement nous n'aurons le résultat des ventes en kiosque qu'en juillet : d'où l'inconnu. On diffuse 830 numéros par les messageries : combien nous en retournera-t-on ?

Quelques chiffres pour se faire les dents.
 Les résultats suivants vont de l'été 80 (n.° 35) au 15 mai 80 (n.° 39)

Recettes

Abonnement, réabonnements :	6290	F.
Vente au n.° sur Lyon (hors la Gryffe)	2185	
Ventes à la Gryffe	2500	
Ventes hors de Lyon	2613	
Kiosques Lyon et région	?	
Divers (collections,...)	478	
Soutien	2060	

TOTAL RECETTES 16126

Dépenses

Imprimerie	20156
Divers (envois, fournitures)	1478

TOTALE DEPENSES 21634

MANQUE A GAGNER SUR 80 - 81 5508

Note : Ces résultats s'entendent bien évidemment sans le numéro 40 que vous avez entre les mains. Pour avoir une idée plus correcte de la situation, il suffit d'ajouter 4000 francs environ dans la colonne des dépenses.

Une première constatation : en 5 numéros, nous accusons une perte sèche de 5500 francs. Ce qui correspond à 1100 francs par numéro. En ordre de grandeur, pour indication : 1100 francs c'est ce que nous coûte environ la couverture deux couleurs sur papier glacé.

Autre constatation : au déficit de « l'exercice 80 81 », on doit ajouter quelques 6500 francs de dette des années précédentes.

Ce qui monte notre déficit à 12000 francs (16000 avec le numéro 40).

Quelques prêts à court terme nous ont permis d'avancer déjà 5200 F. à l'imprimerie.

(suite p31)

LORSQU'ON CHANGE DE ROI

Même les anarchistes dansent.

En effet, le 10 mai au soir jusqu'à 3 heures du matin, dans le centre de Lyon, nombreux furent ceux et celles qui fêtèrent l'heureuse nouvelle, et parmi eux, nombreux les libertaires au milieu de ce happening qui clôturait une campagne électorale triste et obsessionnelle.

Nous y rencontrâmes dans la rue d'abord beaucoup de gens très différents les uns des autres, et peu à peu seulement ceux et celles qui ne ratent aucune occasion pour exprimer leur mécontentement ou leur joie.

Parmi les libertaires-anarchistes descendus dans la rue, beaucoup avaient EXCEPTIONNELLEMENT voté pour Mitterand !!! (combien furent-ils à voter pour Mitterand dans la France entière ? ? ?).

Moi, qui suis « immigré », je n'ai pas voté. Pléonasme ! De plus, ma vieille « conscience anarchiste », que je trimbale depuis 10 ans m'a amené à plusieurs reprises à indiquer que le vote ne changerait pas vraiment l'aspect des structures, la politique de l'Etat. Remarquez, j'ai bien souligné, PAS vraiment.

N'empêche que ce soir-là, j'étais parmi ces gens heureux. J'étais là à crier : « Continuons le combat », pour ne pas se laisser aller au : « on veut des ministres anarchistes » pour rigoler.

IRL n'a pas publié de textes avant les élections. Mais que dire sinon des vieilles analyses sur les mécanismes, les structures, les magouilles de ces démocrates majoritaires ! Que dire sinon de l'éternelle lutte que nous avons toujours menée contre les hiérarchies, les délégations du pouvoir, les institutions répressives à la solde des représentants des états ! Que dire sinon qu'il nous faudrait d'autres moyens pour faire participer chaque individu dans la vie sociale et politique, avec quelles paroles exprimer ces vieux rêves de justice, de liberté, d'abolition d'autorité qui nous poussent à ne jamais accepter passivement l'ordre établi !

Et notre impuissance face au mécanisme de la machine électorale et parlementaire !

Pourtant, face à la réalité quotidienne, nous devons être plus modestes et plus incisifs et ne pas nous contenter de terminer nos discours en disant que seule la Révolution Sociale changera les choses. Pour cela, nous devons confronter nos différentes pratiques à la réalité et définir en conséquence les activités que nous pourrions élargir pour créer une majeure force et conscience libertaire.

Certes, existe-t-il la Fédération Anarchiste, l'Organisation Communiste Libertaire, l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires, l'Union des Anarchistes, il existe des journaux anarchistes et libertaires, des radios, des groupes, des librairies, des individus (pas toujours fédérés, coordonnés entre eux) dans toutes les villes. Mais quel est l'écho de ces activités ? Un tout petit chant d'oiseau dans la forêt métropolitaine.

Faudra-t-il tuer l'oiseau pour intégrer la majorité de gauche ? Absolument pas ! Nos idées et nos pratiques qui sont une note discordante dans l'absurde consensus des majorités, qui expriment les désirs, la volonté de créer des espaces autogérés, anti-autoritaires, de nouvelles formes de vie, doivent se développer davantage. Et d'abord parmi ceux et celles qui n'espèrent pas changer leur vie et la société en conquérant les institutions qui veulent les représenter.

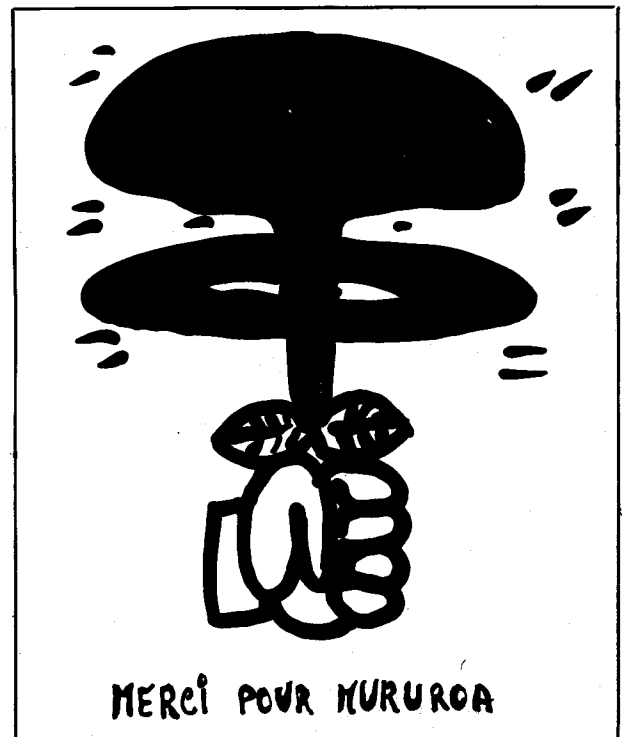
Nous devons continuer même si quelque chose a changé avec l'élection de F.M. comme chef d'Etat, de l'armée, de la police, de l'économie... du temps libre ! ; même si pour des millions de personnes, l'élection à la présidence de la RES-PUBLICA socialiste a été comme une injection de stimulants ; même si pour quelques temps encore, l'espoir de modérer les inégalités économiques et sociales, sera affiché en gros caractères et surtout avant les prochaines élections législatives. Ces changements : augmentation du SMIC de 10 %, augmentation du minimum -vieillesse !, PLOGOFF, le LARZAC, etc... ne nous font pas oublier que le changement s'est produit également du côté des partis de gauche et des directions syndicales, qui ne demanderont désormais rien d'autre que ce qui est possible. Nous allons vers le socialisme !

Nous n'avons nulle confiance en ce gouvernement et en ce parlement (!), à la merci des nouveaux patrons du Parti Socialiste. Nous n'avons pas d'espoir en ces hommes et ces femmes dont l'image nous sera inculquée pendant sept ans (et plus, ou moins ?) avec la hantise de voir le matin dans le miroir, non notre image mais celle de « nos représentants ».

Par contre, notre espoir et notre volonté est celui de continuer à être présents parmi les gens qui débordaient les services d'ordre et les flics le 20 mai au Panthéon. Notre objectif est celui de solliciter les bonnes propositions (c'est-à-dire de continuer la lutte) si souvent prononcées dans les buvettes de ces jours de fête.

C'est donc dans cette réalité changeante que nous devons par notre travail, nos initiatives, être capables d'apporter toujours plus d'anarchisme pour un raisonnable espoir.

MIMMO



MERCI POUR NURUROA

Français, Big-Brothers te regardent !

Poème électoral, variation sur 1984, d'Orwell

Craponne, le 21 avril 81

(« Le hall sentait le chou cuit et le vieux tapis. A l'une de ses extrémités une affiche de couleur, trop vaste pour ce déploiement intérieur, était clouée au mur. Elle représentait simplement un énorme visage, large de plus d'un mètre : le visage d'un homme d'environ quarante-cinq ans, à l'épaisse moustache noire, aux traits accentués et beaux. » (page 2, 1984, édition Folio).

(« Son appartement était au septième étage. Winston, qui avait trente-neuf ans et souffrait d'une ulcère variqueux au-dessus de la cheville droite, montait lentement. Il s'arrêta plusieurs fois en chemin pour se reposer. A chaque palier, sur une affiche collée au mur, face à la cage de l'ascenseur, l'énorme visage vous fixait du regard.

C'était un de ces portraits arrangés de telle sorte que les yeux semblent suivre celui qui passe. Une légende, sous le portrait, disait : **BIG BROTHER VOUS REGARDE** » (page 12, 1984).

(« Dans la rue (...). Bien que le soleil brillât et que le ciel fut d'un bleu dur, tout semblait décoloré hormis les affiches collées partout. De tous les carrefours importants, le visage à la moustache noire vous fixait du regard. Il y en avait un sur le mur d'en face. **BIG BROTHER VOUS REGARDE**, répétait la légende, tandis que le regard des yeux noirs pénétrait les yeux de Winston ». (page 13, 1984, livre paru à la fin des années 50).

Attention.
Ils te regardent.
Ils te convoitent.
Pour mieux te dévorer.

Voter pour l'un des trois
Big Brothers ?
Ou pour le quatrième
Le petit dernier
Le little Brother ?

Les gros frères.
Les faux frères.
Les frères ennemis.

Mais serons-nous digestes
à la sauce dévote ?
Et le nouveau Dieu
fera-t-il fûheur ?

Et le petit frère
Qui joue
à l'apprenti Big Brother !

Quant au Mitterand
à l'eau de rose
Le plus marketing
des Marx-Brothers

Attention.
Ils te regardent.
Ils te convoitent.
Pour mieux te dévorer.

Dernier Chantre
Désuet
des nouvelles aurores
de la société
des consommations
Tu veux qu'on croque
de ta friandise... ?
Pour mieux nous manger
Vieux renard rusé, va !

Tu as le choix !
La liberté de choix !
La liberté politique !
Citoyen de France !

A quelle sauce
Veux-tu être mangé ?
A la sauce nucléaire
Au tout va militaire ?

Toute cette bande
des quatre
BROTHERS
BIG et méchants
Loups
Te regardent.
Citoyen
petit
te traquent
des feux croisés
de leurs désirs
avides
et politiques.

Giscard
Au regard
Glabre
à le sérieux
de la guerre.

Glisse mon frère
au travers
et cherche
tes frères et sœurs
tes vrais amis
Le poète le dit
C'est ton frère
à vie.

A la sauce afghane ?
Le petit Brother
Marchais
à l'œil patelin
sous le gros œil
du **BIG BIG BANG**
BROTHER
de tout là-bas là-bas
derrière
la Bérézina

BROTHER Chirac !
Quelle présence !
Partout !
En grand en petit
BROTHER
à géométrie variable
gros et imposant
puis petit et fourmillant

Ta gueule parfaitement civilisée
est l'appel direct immédiat
au culte de sa majesté
la Personnalité.

Daniel Prieto,
professeur de philosophie
et poète électoral
à ses heures.



ZAAMA D'BANLIEUE

MAI 1981

CONCERT ROCK GRATUIT

des Jeunes immigrés et français de banlieue

6 JUIN ST-FONS



II Il y a un an, Kader a été assassiné par le gardien d'immeuble en bas de chez lui dans une cité à Paris.

Il y a 5 mois Lohoun a été tué à Marseille cité des Flamands par un fils.

A chaque fois dans ces cités touchées, c'est la revolt, le foule, la rage et les jeunes de ces cités organisent après avoir été écorchés de près.

A Lyon nous sommes nombreux à penser qu'il y a assez de raisons, même trop, pour que nous soyons raillés. Guillotini, maire de Lyon, a bien évidemment institué le sort de tolérance dans de nombreux quartiers depuis déjà très longtemps.

Dans les banlieues :

- à Villeurbanne, Charles Herrius, P.S., a fait raser Olivier de Serre en rélogement de façon arbitraire et pas toujours convenable, les habitants délogés. D'autre part c'est un des premiers à préconiser des unités anti-immigrés.
- à Vaulx-en-Velin (P.C.), la municipalité non seulement étouffe toute possibilité de vie associative, ferme les centres de loisirs, ferme les locaux priés par les baillo mais en plus, dénonce comme à Montigny des jeunes aux fins de façon gratuite, l'itinéraire du veigier, l'absence de jeunes qui se salassent quand ils les trouvent seuls.
- Cette fois c'est le concierge qui s'en achaine sur H. encore un concierge qui se laisse aller, c'est grave ! Ça peut aller loin, comme à Paris, où les concierges trent carrément sur les jeunes qui ne leur paient pas. Tout tout est que H. est resté 4 jours à Nosto, et que c'est lui qui va avoir des ennuis avec la préfecture.
- à Vénissieux, le P.C. ne s'a prend pas de main morte, comme dans tous ces lieux, il demande plus de flex, forme des unités.
- Plus du Parti communiste garde de ferme l'indifférence sur le quadrillage, à chaque fois de nombreuses expulsions, rajout au maire demande plus de flexibilité dans un bidon comme Lyon qui est un des plus floues de France (propos non tenus) à sa disposition.

Nous sommes quelques jeunes immigrés, et français, de différentes cités, de différents quartiers, à vouloir nous organiser de façon autonome, créer une coordination réelle entre les différentes cités et banlieues lyonnaises. Ce qui nous permettrait de ne pas rester seuls dans notre répertoire au quotidien. Face à l'administration, face aux flex, face au P.C. face aux bandes de nazis.

Nous voulons prendre en main directement la lutte qui nous concerne : la répression, les tabassages, les expulsions.

Rechercher ensemble des moyens de lutte plus efficaces que ce qui est proposé par l'extrême gauche des bolche ou par les cathos rases qui la bonne cause. Pour nous réapproprier nos lieux de vie, le loisir pour que nos cités ne soient plus des cités de flux, nous P.C.

En premier lieu, se regrouper pour demander, pour obtenir des locaux dans chaque arrondissement d'immigrés pour s'y réunir. Faire la fête et surtout que les locaux soient en notre charge que les administrateurs, les jeunes de ces banlieues de ces cités.

Déjà dans à Marseille, à Paris, les jeunes s'organisent autour du rock pour résister, pour se défendre, pour reprendre nos locaux. Avec donc le rock en tant que musique d'expression de la lutte et en même temps le lien avec les premiers politistes. A l'origine le rock, revolta, a été joué par les noirs, les noirs, par des jeunes noirs, les familles, les familles, les familles, les familles.

Nous sommes nombreux à penser qu'il y a assez de raisons, même trop, pour que nous soyons raillés. Guillotini, maire de Lyon, a bien évidemment institué le sort de tolérance dans de nombreux quartiers depuis déjà très longtemps.

- « Un jour, un jeune immigré discutait avec le BON DIEU.
- Pourquoi tu m'as fait les cheveux noirs et frisés ?
- Pour te protéger des rayons brûlants du soleil...
- Pourquoi tu m'as fait la peau bronzée ?
- C'est pour te protéger des rayons du soleil...
- Pourquoi tu m'as fait de grandes jambes ?
- C'est pour que tu puisses courir dans la savane quand un lion veut t'attaquer...
- Mais alors, pourquoi tu m'as fait naître à Villeurbanne ? »

Des jeunes immigrés lyonnais depuis quelques temps, travaillent sur un projet de journal et de concert gratuit. Le projet s'est concrétisé : un journal est sorti (4 pages), qui sera diffusé massivement sur les banlieues. Le concert aura lieu le samedi 6 juin à Saint-Fons.

Une fin de soirée rue Pierre Blanc, à plier des Zaâma d'Banlieue (journal), à boire des coups (un vin rouge Henry Marie, 1954, Champagne), et à discuter autour d'un magnétophone. Il y a là six personnes : « des gens de nationalité immigrée, d'autres de nationalité française à qui, dans la rue, on demande leur carte de séjour, et des gens de nationalité française tout court (et à qui, quand ils passent la frontière, on leur demande leur passeport, c'est un SCANDALE !) ».

ZAAMA L'HISTOIRE

IRL : Comment est né Zaâma ?

U : Zaâma est né de la fusion de jeunes immigrés qui ont eu une réflexion commune. Ils se connaissaient déjà avant, en général, et un jour ils ont décidé de créer ce groupe. Ça existait déjà ailleurs et on ne voyait pas de raison pour que ça n'existe pas ici, aujourd'hui...

D : On est avant tout des individus qui ont plus ou moins bougé au niveau des expulsions, dans différents mouvements, qui ne se retrouvaient pas là-dedans et qui ont cherché autre chose. On a entendu parler de Rock Against Police (1), on s'est renseigné : ils avaient les mêmes ressentiments que nous et leurs pratiques SUR LE TERRAIN, de façon locale, nous semblaient corrects ; dans ce sens on se rejoignait.

U : Il faudrait préciser que c'est un désir qui existait bien avant R.A.P., même s'il n'était pas traduit, si ce n'était pas tout à fait clair... une chose qu'on ressentait plus ou moins. Mais il est vrai que c'est essentiellement les expériences de R.A.P. et de ce qui s'est passé à Marseille aussi (2), parce qu'il n'y a pas que Paris, qui nous ont donné l'impulsion de nous organiser, d'avoir l'initiative d'un journal et d'un concert gratuit.

Dj : La différence entre Marseille et Paris, c'est qu'à Lyon, en allant en arrière à contre terme, il y a pas eu de « déclencheur » de ce phénomène : les jeunes s'organisent à partir d'un fait qui les a touchés, au niveau vital, au niveau de leur quotidien, une façon plus agressive que les simples contrôles, les logements, qui s'accumulent mais qui, après tout, ne sont pas sanglants. A Marseille et à Paris, il y a des morts, des lynchages, des interventions fascistes, ... Et ce sont des éléments comme ça qui sont intervenus pour révéler cette pratique, cette possibilité d'initiative des jeunes des banlieues... De révéler une force, en tous les cas. On a eu à l'analyser, à y réfléchir... et on n'a pas l'intention d'attendre sur la région qu'il y ait un mort ou un assassinat pour réagir ou s'organiser.

IRL : Pourquoi ne vivez-vous pas dans ces banlieues ?

D : On connaît la vie de cité. On y a vécu, et, on est sorti de cette merde, il y a trois quatre ans, pour effectivement faire des trucs où t'as besoin d'avoir un minimum de recul. Et c'est peut-être pour ça qu'une telle initiative, de façon spontanée, nous déclencheurs, n'est pas possible dans une banlieue : c'est dû certainement à la vie, à la répression intense qui peut y exister... Ce qu'on peut ressentir à ce niveau, on le ressent de façon très aigüe, et le côté positif qu'il peut y avoir du fait qu'on n'y vit plus de façon quotidienne, c'est qu'on a un recul, on ne peut pas se raisonner de façon que viscérale, mais essayer de voir cette force qu'on peut présenter, de trouver des solutions et d'apporter d'autres réflexions qui n'existent pas vraiment actuellement, au niveau de la mouvance militante, au niveau des expulsions, de l'immigration en général.

Ce qui est fondamentale, au niveau de notre conception, c'est qu'il faut se baser sur des sensations, des réflexions... de l'individu concerné directement. Parce que, jusqu'à maintenant, cet individu ayant été étouffé par des structures administratives, sociales, d'habitation...

n'a pas pu franchement prendre la parole...

... S'en suit une discussion sur la délinquance dans les cités, la mythification, ou au contraire, la réserve prudente sur certaines formes de délinquance. En conclusion...

F : Il serait bien qu'on fasse quelque chose qui dure, qu'on n'ait pas des positions individuelles, comme à Olivier de Serres (3), où ils sont prêts à attaquer un flic aussi bien qu'un copain, quelqu'un qui est arabe comme eux. Il serait bien qu'il n'y ait pas cette sorte de comportement hermétique et sauvage.

ZAAMA LA GREVE DE LA FAIM

IRL : Si on parlait de la grève de Delorme. Comment l'avez-vous ressentie ?

N : Un creux à l'estomac !...

Da : Les gens qui ont fait ça, l'ont fait de manière très « assistance sociale », c'est-à-dire qu'ils se battaient pour les immigrés, mais pas avec eux.

U : Au niveau des revendications, cette histoire de circulaire pour l'arrêt des expulsions, on n'y croit pas tellement. Ne serait-ce qu'avec la loi Peyrefitte, ça nous a bien prouvé que, quelles que soient les lois, si les autorités veulent expulser des gens, ils n'ont pas besoin de lois qui les cautionnent.

C'est pour cela qu'on croit à une organisation directe sur le terrain ; en ce qui concerne les expulsions, les planques pour les expulsés, une intervention militante de gens qui s'impliquent beaucoup plus directement... La LEGALITE ne nous intéresse plus : ce qu'on veut c'est avant tout la LEGITIMITE de nos actes.

J : L'aspect positif c'est que ça a mobilisé plus largement que d'habitude, ça a bougé relativement en profondeur. Ça a permis de faire passer l'information. Quand on réagissait au coup par coup sur des expulsions, ça a été un échec : il fallait poser le problème globalement.

L'aspect négatif c'est qu'il n'y a pas eu une prise en charge, alors qu'il y avait des immigrés qui commençaient à s'inscrire dans le mouvement, on ne leur a pas laissé l'espace suffisant, et l'on n'a pas fait en sorte qu'ils puissent s'exprimer et prendre des initiatives. La meilleure illustration du fait que les immigrés n'ont pas pris les choses en main c'est que pour le meeting du Palais des Sport (4), l'ensemble des interventions a été squatté par les organisations. En plus, c'est une initiative pour les français ni dans un quartier, ni dans une usine, tu ne mobilises des immigrés pour venir dans un meeting où des « fromages » vont parler. Alors qu'une initiative culturelle... Quelques jours avant au CCO, il y avait 80 - 90 % d'immigrés qui faisaient la fête, à 500. Et ces 500, ils n'étaient pas au meeting. C'était un meeting pour français, et on ne le critique pas ; mais il y avait une occasion que les concernés eux-mêmes prennent leurs affaires en main... ça n'a pas été fait.

IRL : Comment se fait-il que vous ne soyez pas intervenus dans le mouvement, que vous ne soyez pas allés aux réunions pour imposer votre point de vue ?

D : C'est le même problème qui s'est posé au niveau des jeunes immigrés qui n'ont pas pu s'y investir. Je crois que ce n'est pas au niveau de la volonté des gens qui ont déclenché le mouvement. Je pense que c'est nécessaire de leur part de vouloir donner la parole aux jeunes immigrés. Mais le problème c'est qu'ils n'ont pas compris la nuance fondamentale : les jeunes immigrés ne pouvaient pas parler dans ce cadre-là : une intelligentsia, des gens qui parlaient... Rien que le fait de déclencher ce mouvement c'étaient déjà des gens qui prenaient leur palce, c'était une initiative de leur part, et pas celle des jeunes immigrés... Il y avait donc blocage. On pouvait

effectivement s'imposer dans ce cadre-là, essayer de passer notre parole, de donner un autre discours... Mais ça se serait passé au même niveau : ce cadre-là ne nous allait pas. On voulait absolument montrer qu'il pouvait y avoir une initiative sans intermédiaires de la part des jeunes, immigrés et français, des banlieues, qui ne soit pas un fait de notables, de personnalités. Mais avec un moindre impact, ou de moindres possibilités.

ZAAMA MITTERAND PRESIDENT

IRL : Maintenant que Mitterand est président qu'est ce que ça va changer pour vous ?

U : Ça ne change absolument rien, ni de nos objectifs, ni de ce qu'on veut faire passer à travers le journal ou le concert. Même si on arrive à un minimum de concessions de la part de la gauche au pouvoir, de toute façon il y aura toujours des agressions et quoi qu'il arrive, il faut s'auto-organiser dans les cités se préparer à toute agression.

D : La gauche est passée à un million de voix près et il reste un rapport de force évident du côté de la droite et de l'extrême droite dont il faut tenir compte : pour c'est l'essentiel. Il faut de toute façon qu'on se prépare, qu'on se structure, qu'on s'organise de façon à ce qu'on soit fort quelle que soit la situation qui peut nous tomber dessus.

J : Il s'est passé des choses, dans des municipalités, pas directement dictées par le gouvernement. Donc l'ensemble du travail reste à faire.

U : De toute façon, les flics, qu'il y ait un gouvernement de gauche ou de droite, c'est toujours malgré tout des flics, et ne serait-ce que pour cela, on peut dire que pour nous ça ne change pas grand chose en fait.

J : Les gardiens d'immeubles ne deviendront pas obligatoirement plus fins !

DA : Si on ne voulait pas à Vénissieux (5) quand ils étaient dans l'opposition, je ne vois pas pourquoi il s nous voudraient actuellement.

Zaâma, plus que jamais !

ZAAMA OBJECTIFS ET ZAAMA MOYENS

IRL : Vos premiers moyens sont le journal et le concert gratuit le six juin. Pensez-vous continuer dans cette voie ou changer de moyens suivant l'évolution de la situation ?

D : Si on a choisi ces moyens, (le journal pour diffuser certaines idées et le concert de rock comme expérience musicale de révolte sociale des banlieues populaires), c'est pour casser un discours qui s'est installé et qui s'éternise sur la tête des gens : cette psychose, ce complexe d'infériorité, cette idée d'assistanat. Il faut qu'on fasse que ces gens arrivent à une prise en charge réelle. C'est important pour eux que ce soit d'abord de façon locale, de façon ponctuelle, mais avec une certaine coordination. Ça peut prendre différentes formes par la suite, mais en tout cas, on veut déclencher les initiatives : une réflexion collective, sur des démarches qui peuvent être différentes de ce qu'on fait pour le moment... On ne peut pas savoir l'évolution des choses, mais, de toute façon, on n'est pas dogmatique !

IRL : Pour l'instant, c'est Saint Fons, dont le maire est PS, qui vous accueille. Bientôt ça va être Vénissieux et Vaux en Velin (mairies PC) ?

D : Il s'agit d'un rapport de forces !

N : Et bientôt le 6e !

IRL : Mais l'institutionnalisation de Zaâma d'Banlieue ce n'est pas un danger ?

D : Par rapport à ce que je t'ai dit tout à l'heure, il n'y a pas de risque. On peut créer une situation qui peut totalement nous dépasser et qu'on ne peut absolument



pas maîtriser. On ne veut pas la maîtriser, à la rigueur ! Ce qu'on veut, c'est qu'il y ait des réflexions collectives, même différentes. On a toujours tendance à mettre les immigrés dans une masse homogène, inerte, assistée, statique, complètement obtue. C'est faux.

Ce qu'on veut révéler, c'est que parmi la masse immigrée, il y a différentes conceptions des choses, de vie, d'idées et de démarches. Elles peuvent s'exprimer à la rigueur de façons éclatées, différentes. Evidemment, nous, on aimerait qu'elles aillent toutes dans le même sens et qu'il y ait un minimum de coordination.

IRL : Et au niveau du journal : vous pensez continuer ?

U : Ce qu'on aimerait, c'est que ce soit un journal mis à la disposition de tous et de toutes, qu'on ait uniquement déclenché un truc qui soit repris par la suite.

D : Le mieux c'est qu'il y ait d'autres initiatives de journal, de façon locale, au niveau des banlieues et qu'il y ait effectivement différentes expériences, différentes initiatives.

IRL : Des petits Zaâma dans chaque banlieue ?

D : Des Zaâma ouais, mais plutôt des petites banlieues!

ZAAMA LA FIN

IRL : Comment peut-on vivre quand on est immigré et qu'on habite en France ?

- Il est malade ce mec !
- Ça fait exotique !
- La vie c'est la vie !

.....

U : Nous, on ne veut plus entendre parler de déracinement ! C'est fini ! Ce qu'on veut, c'est vivre là ou bon nous semble, comme bon nous semble et c'est tout !

D : Et de façon entière !...

N : Non schyzophrène !...

On veut avoir le choix de vivre ici ou ailleurs sans interdits, et en toute liberté.

D : Ils vont nous prendre pour des tarés, quand tu dis des choses comme ça !

Le 15 mai 1981

Pour les contacter :

Zaâma d'Banlieue, c/o CEP 44 rue St. Georges Lyon 5e.

NOTES

- (1) Rock Against Police : groupe de jeunes immigrés préconisant une certaine autonomie au niveau de la lutte dans les banlieues, tirant un journal et organisant des concerts gratuits sur leur territoires.
- (2) Marseille : Lahouri, 17 ans a été assassiné par un flic lors d'un banal contrôle d'identité. Il était assis dans la bagnole et a été flingué.
- (3) Olivier de Serre : Cité de transit à Villeurbanne qui a duré, tel un abcès dans un quartier qui s'embourgeoisait au fil des années. On a crevé l'abcès et démenagé les familles à Vaux en Velin : là au moins ça ne gêne personnes... Qu'on dit !
- (4) Meeting Palais des Sports : ce meeting devait, au départ, se dérouler à l'intérieur du Palais des Sports de Gerland. La municipalité n'a pas accordé son autorisation : il s'est déroulé devant le Palais en présence de 2000 personnes.
- (5) Vénissieux : Houël, maire PC, avait tenu des propos plus que douteux sur certains immigrés (les délinquants et leurs familles).

Le mouvement qui avait pour prétention de mettre fin aux expulsions des fils et filles d'immigrés nés en France et/ou y ayant passé plus de la moitié de leur vie vient de s'arrêter dans l'une de ses expressions : la grève de la faim illimitée entreprise par ses trois promoteurs.

Dans le flou des interprétations possibles de la réponse du ministère de l'intérieur un acquis est incontestable : le problème a été nationalement posé ; il est apparu réel et la vigilance s'est accrue contre les lois racistes et les méthodes expéditives du régime.

Au-delà des commentaires et des analyses politiques que chacun tirera il est une seule idée que j'entends faire valoir ici et qui est celle de l'étroussure de vue dont ont semblé faire preuve nombre de militants se réclamant du mouvement libertaire : pour eux il était entendu, et dès le départ qu'il serait dit que ce mouvement-là était un mouvement de curés qui s'arrogèrent tout simplement le droit de parler à la place des immigrés eux-mêmes et que sa stratégie n'était pas celle d'un véritable mouvement collectif radical. (Ce faisant, et comme le pouvoir, ils oubliaient qu'un des grévistes était Algérien et pas récupéré puisque personne n'était allé le chercher).

La proposition de départ n'était évidemment pas celle d'une remise en cause de l'ordre existant : il s'agissait d'obtenir plus simplement l'aménagement de cet ordre dans un sens de moindre répression.

Non ! Une société révolutionnée ne sera pas celle où tous les discours seront identiques même celle qui aura la capacité de faire exister l'ensemble des différences.

L'itinéraire affectif et social, et l'analyse d'un individu détermine son positionnement politique ; n'attendons pas le jour impossible où le loupard de banlieue raisonnera comme un ancien séminariste et réciproquement !

Le seul acquis possible est que le militant non violent ne juge pas avec sa morale de « riche » la violence du jeune immigré prolétarisé : elle est légitime et elle est la totale et seule expression dont il dispose momentanément et il en est de même pour le jeune immigré prolétarisé qui doit admettre des formes de contestations policées qui amènent aussi à d'autres succès.

C'est la somme des expériences, des moyens et des expressions qui fera le changement, pas l'exclusion définitive de l'un par l'autre.

Quand les anars, pour le confort de leurs esprits, cesseront-ils de se tromper d'ennemis ? Quand seront-ils capables d'exercer leur critique radicale et subversive en la débarrassant de son poids de rancœur et d'agressivité bête ; et pourtant nous avons besoin et d'agressivité et de provocation mais de celles qui mènent à se radicaliser, pas qui enferment dans des états compartimentés.

J'en finirai sur cette réflexion jaillie dans le feu

Coup de pied au cul !

Sur le moyen employé : l'analyse était que les forces de gauche réunies n'étaient pas en mesure de l'emporter sur une politique de l'immigration dictée par des considérations d'ordre économique et que seul le combat pour les droits de l'homme, cher à un éventail très étendu des sensibilités politiques créerait le rapport de force nécessaire à la modification de la loi.

Et ce pari était juste ; sans doute s'en trouvera-t-il (j'en suis) pour trouver court le moratoire de trois mois adressé à une catégorie limitée de la population immigrée ; c'est vrai... à chacun alors de proposer par les moyens qu'il juge appropriés de monter la barre un peu ou beaucoup plus haut.

Sur la parole des jeunes immigrés : leur fut-elle confisquée ? leur fut-elle mesurée ? Dans les assemblées générales la parole de ceux qui furent présents est restée parcellaire et n'eût pas la prétention d'être représentative de quoi que ce soit. Elle a existé au détriment d'une autre comme celle présente dans le premier numéro de Zaâma d'Banlieue ; c'est à l'évidence un cri de ras le bol, de révolte, de haine contre un système de valeurs crasses ; ce cri ne réclame pas d'aménagement et il veut subvertir le système dans son ensemble ; les révoltes et les colères ne font pas les révolutions ; encore faut-il les traduire en gestes organisés. Il s'agit aussi d'une contribution.

L'idée repandue reste d'opposer traditionnellement les deux discours et de les vouloir même contradictoires.

d'une discussion brutale de la bouche même d'un militant libertaire : « je veux bien loger chez moi un immigré en situation irrégulière, mais attention ! S'il me fauche ma platine je le plante ! Je suis correct avec les gens, je veux qu'ils soient corrects avec moi ! »

Deux moralités à cette histoire : pour lui les expulsés sont des délinquants a priori, et les méthodes d'auto-défense dénoncées chez les beaux de la France profonde sont acceptables quand c'est lui qui en use.

On souhaiterait moins de violence. Mais il est vrai qu'à défaut de gagner en radicalité il perdrait l'image qu'il s'en fait.

La Mouche

L'article de La Mouche a suscité à la réunion d'IRL et suscitera peut-être chez les lecteurs pas mal de réactions. Certains ont fait remarquer qu'il était plus polémique qu'informatif. Pourquoi pas ? Rien de tel qu'un article polémique pour développer la discussion. Malheureusement, ce numéro d'IRL est le dernier avant les vacances. Outre les « nombre de militants » (il y a donc tant de libertaires à Lyon ?) dont La Mouche résume la pensée, quelques copains aurait souhaité répondre. Mais nous avons depuis longtemps décidé de ne pas accepter de réponses imprévisibles après lecture d'un article. En septembre, ces réponses risquent d'avoir perdu leur intérêt. Dommage.



UNE CRECHE FAMILIALE A RILLIEUX

Rillieux, c'est une ZUP de la banlieue lyonnaise qui, pour être moins tentaculaire que les deux autres, Vénissieux et Vaux-en-Velin, n'en possède pas moins les mêmes caractéristiques (à un moindre degré sans doute, et encore faudrait-il distinguer selon les quartiers) : uniformité, alignement longiligne des bâtiments, isolement et absence de loisirs. Une cité dortoir désertée la journée par la majeure partie de ses habitants, sauf les gosses ; ceux-ci, lorsqu'ils sont petits, il faut bien en faire quelque chose. Alors, on part à la recherche d'une nourrice ou d'une crèche.

Jusqu'en 1973, il n'y avait que la première solution, pour répondre à un besoin, et à l'initiative d'associations locales, s'est créée la crèche familiale. La capacité d'accueil était alors de 20 lits ; elle devait passer très vite à 40 puis à 80 lits.

Cette crèche était gérée par une association loi 1901, avec une convention financière tri-partite : les Parents, la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.A.L.) et la Municipalité. Le Conseil d'Administration était composé de représentants des parents, des Associations locales, de la Municipalité et de la CAFAL ; ces deux dernières se retrouvaient donc à la fois administrateurs et payeurs, et donc investis d'un double pouvoir, alors que le personnel, par la voix des délégués syndicaux, n'était admis qu'à titre consultatif aux réunions du C.A.

Le personnel c'était d'une part, cinq « techniciennes » (puéricultrice, éducatrice, secrétaires et à temps partiel, un pédiatre) auxquelles les Assistantes Maternelles et les parents pouvaient à tout moment recourir ; c'était, d'autre part, plus de 40 assistantes maternelles. Les assistantes maternelles, c'est le nom pompeux que l'on donne aux nourrices depuis qu'elles ont obtenu un statut, qui ne leur a d'ailleurs guère apporté autre chose.

On peut devenir assistante maternelle pour plusieurs raisons qui peuvent d'ailleurs cohabiter dans la même personne : le désir de rester à la maison pour s'occuper de ses propres enfants, la nécessité de trouver des revenus, l'impossibilité, par manque de formation ou de débouchés, de trouver du travail ailleurs.

En tout état de cause, ce n'est pas la richesse, pour 9 heures, et pour un enfant, cela amène 53 F. dans lesquels sont inclus la nourriture et tous les frais. On ne peut guère s'occuper honnêtement de plus de deux enfants. Bien sûr, ce n'est pas le baignoire, mais cela signifie quand même 9 heures de préoccupations, et qu'on ne peut pas consacrer à soi... Et le tête à tête continu avec un enfant qui n'est pas le sien, qui vit parfois des situations familiales assez différentes de la vie qu'il trouve chez la nourrice, ce n'est pas toujours évident. On éprouve parfois le besoin de prendre du recul, de rencontrer d'autres adultes. C'est nécessaire à l'équilibre personnel et ne peut qu'avoir des répercussions sur la qualité de sa présence auprès des enfants. Mais ce n'est guère possible à une nourrice isolée. A la crèche familiale, c'était possible. Une demi-journée par semaine, les assistantes maternelles avaient la possibilité de laisser les enfants dont elles avaient la charge à la halte-garderie afin de se rencontrer et d'échanger. Les liens qui s'étaient créés entre-elles rendaient possible les visites réciproques.

En outre à travers ce qui est dit, on a l'impression que l'adhésion à un syndicat, ici la CFDT, a été quelque chose de très important qui a permis l'établissement et le renforcement de liens, pas seulement militants, entre les personnes. Tous les mois avait lieu une réunion des assistantes maternelles avec une psychologue, réunion qui leur permettait de parler un peu des difficultés qu'elles avaient pu rencontrer et d'élaborer un projet pédagogique commun. Ce projet, pour cette année,

prévoyait que la prise en charge pouvait être divisée en deux temps, un temps où l'enfant se trouvait seul avec sa nourrice, un temps où des activités, ou des rencontres collectives, pouvait être prévues.

Une autre difficulté des rapports entre parents et nourrices tiennent aux relations d'argent ; il est bien difficile à une nourrice de parler d'augmentation des frais à des parents qui rencontrent des difficultés financières ; pour les parents, la démarche nécessaire pour obtenir une aide officielle a souvent quelque chose d'humiliant ou de pénible ; en outre, les formalités sont longues et le résultat s'en fait généralement attendre un bon moment. A la Crèche Familiale, le tarif était d'emblée basé sur le quotient familial et l'argent était versé au bureau technique ; parents et assistantes maternelles n'avaient pas à parler d'argent entre eux. En outre le matériel nécessaire (chaises, lits, parcs etc...) était fourni par la crèche aux assistantes maternelles. En cas de maladie ou d'empêchement imprévu de l'assistante maternelle, un dépannage était possible immédiatement. Enfin, le nombre important d'assistantes maternelles en liaison entre elles permettait de répondre à à peu près toutes les nécessités horaires.

Ainsi la crèche familiale tentait de concilier les avantages des deux formules : nourrice, crèche collective, et voulait apporter une dimension nouvelle.

C'est d'ailleurs une formule qui a droit à tous les encouragements verbaux officiels (cf. le conseil des ministres du 2/7/80). Mais entre les paroles et les actes il n'y a pas toujours un complet accord, surtout lorsque se développent des initiatives qui, quelles que soient leurs contradictions internes, échappent, au moins partiellement, au dirigisme bureaucratique. Alors, on dit que ça coûte trop cher, et on en tire argument pour empêcher sa survie tout en essayant d'en récupérer ce qui peut être utilisable.

Le problème est venu d'abord de la CAFAL qui, en 1979, retirait une partie des subventions qu'elle versait jusque là, prétextant qu'elle devait aussi aider les autres crèches. Cela a obligé à trouver un autre mode de financement et, sous la pression, la Municipalité a augmenté de 200.000 F. sa subvention pour 1980, ce qui la portait à 700.000F.

Pour 1981, le Conseil d'Administration demandait une subvention de un million de francs ; l'augmentation tenait compte de l'accroissement de la capacité d'accueil, des projets en cours et de l'inflation. Or, la Municipalité

n'accordait plus, cette fois, que 500.000 F., ce qui rendait impossible, non seulement le développement, mais aussi la poursuite de l'expérience. En rognant un peu partout, le Conseil d'Administration demandait que soit au moins reconduite la subvention de l'année passée, soit 700.000F. Cela même a été refusé ; la Municipalité ne pouvait cependant ignorer que ce refus signifiait la mort de la crèche familiale, sauf à demander aux parents une augmentation de leur participation qui ne leur aurait pas été possible. La crèche a donc déposé son bilan depuis mars et a cessé alors de fonctionner.

Pourtant, il y a eu des luttes : lettres à toutes les autorités, qui ont reçu généralement des réponses lénifiantes, manifestations, etc.

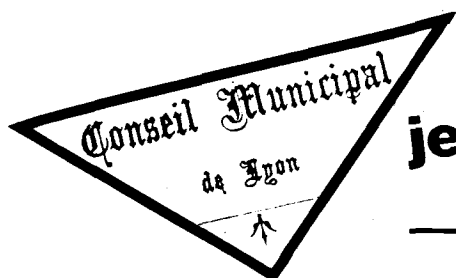
Mais les salariées se sont senties quelque peu lâchées par les parents ; ceux-ci n'ont que très peu participé aux manifestations, alors que leur présence aurait sans doute représenté un poids important. On peut s'interroger sur les raisons de cette absence : résignation, manque de temps mais aussi de motivations, sentiment de la part de certains, que les assistantes maternelles étaient des privilégiées qui défendaient leurs intérêts. En tout cas, il semble qu'il y ait, à ce niveau, quelque chose qui ait échoué dans la tentative pour faire communiquer et participer les uns et les autres.

Le choix de la Municipalité n'est pas seulement financier mais aussi politique : alors qu'il manquait 300 mille F., un luxueux cours de tennis a été construit pour 400.000F.

Quant à la subvention, elle est à la disposition des « familles nécessiteuses » qui auraient besoin de faire garder leur enfant. Mais elles doivent maintenant en faire la demande à la mairie et faire ainsi un acte d'allégeance qui, peut-être, ne plaira pas à tous.

Et pourtant, cette expérience n'avait pas un caractère révolutionnaire... Peut-être y-a-t-on vu simplement, en haut lieu, quelque chose qui risquait d'échapper au centralisme. Et peut-être les difficultés futures étaient elles inscrites en germes dans la distorsion entre la structure légale du conseil d'administration et le fonctionnement réel qui se jouait entre les parents, les assistantes maternelles et les aides techniques.

Texte rédigé par Alain, à partir de tracts de la CFDT et de la CSF, et après un entretien avec deux assistantes maternelles.



je ne suis pas raciste, mais...

— Ce qu'on trouve dans la tête d'un bourgeois lyonnais —

Le 13 avril 1981, le Conseil Municipal de la belle cité de Lyon siégeait, présidé par son maire Collomb, pas celui qui a découvert l'Oeuf, l'autre. Sous cette vénérable houlette, le Conseil avait longuement délibéré du « social ». On peut être bétonneur dans l'âme et s'intéresser au petit peuple, que diable, surtout en période électorale. C'est alors qu'Amiral (membre du groupe communiste mais parlant en son nom personnel

d'après Front, porte-parole du même groupe) demanda à intervenir « sur certains problèmes de l'immigration ».

Après avoir rappelé la grève de la faim entreprise pour protester contre la politique d'expulsions systématiques entreprise contre des immigrés prétendus « délinquants », Amiral dénonçait une « volonté généralisée de rejet qui se manifestait... y compris au niveau de l'administration municipale et des sociétés de logement qui dépendent d'elles », et il en montrait très clairement le mécanisme, à trois niveaux :

1° Le refus d'inscrire certains dossiers de logement ou la non transmission aux intéressés des autorisations de séjour délivrées par les services de la réglementation de la Préfecture.

Globalement, la directive s'applique de la même façon dans toutes les mairies d'arrondissements de Lyon, soit disant pour « résister à la pression en conformité avec la position gouvernementale ». Le problème spécifique du regroupement familial n'est pas pris en compte, c'est une certitude.

2° Le service des étrangers du quai Jayr est en état de sous-équipement en personnel et fait perdre des journées entières à des dizaines voire des centaines de personnes et ceci tous les jours. Il est difficile d'imaginer que cette situation n'est pas volontairement entretenue.

3° Le refus systématique d'inscription de certaines demandes de logements ou le classement sans suite opposé dès qu'il s'agit des travailleurs immigrés spécialement magrébins en situation professionnelle et familiale tout à fait régulière y compris au niveau des ressources.

Je connais actuellement deux cas de travailleurs tunisiens de la métallurgie qui ont essuyé quelques 40 ou 50 refus successifs de réglas d'immeubles, d'offices HLM, ou autres.

La réponse vaut d'être lue, et même étudiée : c'est un modèle de pensée pouâcre, comme aurait dit Boris Vian. Mais lisez plutôt :

M. LE MAIRE : Je vais vous laisser répondre brièvement Monsieur Bayet, car ceci n'amène pas de discussion. On nous reproche le social, et on n'a parlé que de cela à cette séance.

M. BAYET : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je me crois autorisé, étant donné que la grève de la faim en question se déroule dans l'arrondissement dont j'ai la charge avec mon collègue Vasquez, de faire le point sur un certain nombre de déclarations de M. Amiral qui, allègrement, mélange un peu tout.

Il y a paraît-il un grave problème aujourd'hui : celui de la seconde génération chez les immigrés ; j'avoue que je ne comprends pas du tout cette situation. Je pensais que la seconde génération donnait d'excellents citoyens français, quand ils le voulaient bien. Nous avons quelques exemples dont M. Vasquez, fils d'un Républicain espagnol qui est venu s'établir en France. Il est de la deuxième génération, il est citoyen français, Adjoint au Maire français (Rires). Il n'y a pas pour lui de problème de seconde génération. Mais nos collègues communistes pourraient penser à M. Capievic, d'origine polonaise, aujourd'hui Maire, Conseiller général, Conseiller régional. Il n'y a pas eu non plus pour lui de problème de seconde génération. Le tout est donc de savoir et vouloir choisir entre les nationalités. Il faut en effet savoir si on veut être Français ou Algérien. Or, un certain nombre de jeunes ne veulent être ni l'un ni l'autre, ne veulent pas faire de service militaire, ni en France ni en Algérie. Ils veulent cependant avoir des droits. Alors des droits toujours, des devoirs jamais c'est trop facile !

M. le Préfet de Police que j'ai rencontré récemment, m'a dit qu'il y avait deux catégories d'étrangers qui étaient expulsés. Tout d'abord les étrangers en situation irrégulière, sans papiers réglementaires, c'est le simple respect de la loi et j'estime que c'est normal. La deuxième catégorie d'expulsés comprend les repris de justice, les délinquants de nationalité étrangère : qui peut s'élever contre cette procédure ?

D'autre part, je dois vous dire que j'habite un arrondissement, où depuis quelques mois, on joue au « far-west » : on cambriole les appartements, les caves, les voitures, on dévalise les banques, on fait des hold-up, on attaque les personnes âgées au sortir des Caisses d'Epargne, des banques, de la poste. Et quand on lit le nom des agresseurs sur les journaux, on note assez souvent des noms dont les consonnances ne sont manifestement pas françaises, mais viennent plutôt d'outre-méditerranée.

Je ne suis pas raciste et je crois qu'il y a deux sortes d'immigrés qui viennent d'Afrique du Nord :

1° Ceux qui travaillent dans nos usines et nos crantiers et qui respecte ces gens qui se comportent en travailleurs honnêtes.

2° Ceux qui se mettent « hors la loi » et commettent des infractions : les délinquants. Or pour ces délinquants étrangers, il y a une deuxième sanction prise à la fin de leur condamnation : on les expulse et on les renvoie dans leur pays d'origine. Je trouve cela normal.

Il est vrai que dans les pays d'Islam, les vols, les attentats, les attaques sont severement reprimés. Je connais mal la législation algérienne mais j'ai vu récemment un collègue qui revenait d'Arabie Saoudite et des Emirats arabes. Il m'a affirmé s'être promené là-bas avec 50 millions de bijoux dans sa sacoche sans s'être fait voler. Il faut dire aussi qu'un voleur, s'il est pris est, d'après le Coran, condamné à avoir la main droite coupée. En cas de récidive, c'est au tour de la main gauche. Cela doit inciter à une certaine prudence pour les amateurs de ce genre d'activité.

(Sourires.)

Personnellement, je ne peux qu'approuver M. le Prefet de Police et lui dire merci d'expulser les étrangers en situation irrégulière et les délinquants, car ce sont des hors la loi qui vont commettre à nouveau des hold-up, des attaques, des vols, des agressions. Dans un certain nombre d'arrondissements, en tout cas dans le 7^e, je peux affirmer que la population en a « ras-le-bol ». Les délinquants étrangers nous n'en voulons plus ! Qu'ils retournent chez eux.

M. LE MAIRE : Je suis allé vendredi dernier place Guichard à l'occasion d'une visite des installations de la SFMALY. J'ai été assailli par tous les commerçants du secteur qui sont venus crier contre ces gens, ces délinquants qui massacrent tout, voire les magasins.

Quel cri du cœur ! Après un bref glapissement offensé du premier magistrat, une longue et « humoristique » tirade de Monsieur Bidochon, pardon de Monsieur Bayet, et enfin, perle finale, le cri du cœur du maire « ces délinquants qui massacrent tout, voire les magasins ». Ils ont osé ! Les magasins ! Toucher aux magasins ! Mais ces gens sont donc des bêtes ! Ce n'est pas comme dans les émirats arabes, là au moins on peut se promener (!) avec cinquante millions de bijoux dans une sacoche, parce qu'on coupe les mains des voleurs. Une seule solution : nommer préfet de police de Lyon un émir arabe. Les immigrés se tiendront bien, les français aussi d'ailleurs et ça montrera que les bourgeois lyonnais ne sont pas racistes.

On peut emprunter la conclusion à un autre conseiller (Gérard Collomb).

Quand je pense aux Lyonnais — trop peu nombreux hélas — qui osent se presser au bal de nos débats, et aux historiens ou historiens qui demain travailleront peut-être sur le compte rendu de nos séances de Conseil municipal, je suis effaré par ce qu'ils trouveront et le jugement qu'ils porteront sur le niveau de nos débats.

Allons, allons, restez optimiste Monsieur Collomb bis : les historiens de demain seront peut-être partisans de la socio-biologie...

Atahuelpa Yupanki





SVERIGES ARBETARES CENTRALORGANISATION

INTERVIEW DE GÖRAN WERIN

Göran Werin est militant depuis 8 ans à la SAC, membre du bureau exécutif élu par le congrès de 1979.

GW - La SAC est un syndicat fondé en 1910, après la grande grève de 1909. Avant 1910, il n'y avait qu'une organisation ouvrière qui s'appelait LO (Lands Organisation). C'était une organisation social-démocrate, à l'intérieur de laquelle beaucoup de gens critiquaient sa structure et sa bureaucratie. Après 1905 se sont introduites les idées des syndicalistes révolutionnaires français : Fernand Pelloutier, Emile Pouget, Pierre Monatte, Georges Sorel, etc. Ces livres traduits en suédois ont amenés une grande discussion dans ce syndicat réformiste : sa structure, son organisation, ses actions et ses buts étaient remis en question. Après l'échec de la grève de 1909, le débat s'est axé sur le projet de former une autre organisation, et en juin 1910, se constituait la SAC (Association des Ouvriers Suédois).

IRL - A l'époque de sa création, la SAC représentait-elle plusieurs tendances du mouvement socialiste, ou était-ce déjà une scission très particulière ?

GW - Ce fut une scission très petite et très spécifique jusqu'en 1917, où elle s'est beaucoup développée à la suite des événements de Russie et d'une grande crise économique en Suède.

IRL - Etaient-ce des militants anarchistes ?

GW - Non, c'était une organisation de jeunes socialistes. Ce n'était pas une organisation anarchiste, mais les idées anarchistes l'influençaient beaucoup.

Au congrès de 1922, on a posé la première déclaration de principe de la SAC, très proche de la Charte d'Amiens de la CGT, et on a pris la structure fédéraliste qui est restée la même jusqu'à aujourd'hui. Les options d'antimilitarisme, d'action directe, etc. ont été adoptées.

Dans les années 1920... il y avait beaucoup de grèves et la SAC s'est implantée dans de nombreux secteurs, les plus importants étaient la construction, les mines, les bûcherons, les chantiers des tailleurs de pierre. On arrive à cette époque à 27.000 adhérents. Dans la même année du congrès de 1922, nous avons fondé notre hebdomadaire actuel, Arbetaren (Le travailleur), qui était alors un quotidien. Nous avons aussi fondé notre imprimerie fédérative à Stockholm. On faisait beaucoup de propagande avec des livres, pamphlets, tracts, affiches. Le journal est resté quotidien jusqu'en 1958.

La SAC est une des organisations qui a fondé l'AIT (Association Internationale des travailleurs, qui reprend dans les années 20 la tradition de la première Internationale. Y adhèrent entre autres des syndicats révolutionnaires allemands et la CNT espagnole). En 1937, nous atteignons 39.000 adhérents. Nous avons eu une grande campagne de solidarité avec la CNT. Nous avons réuni 500.000 couronnes à l'époque, c'est à dire l'équivalent de 5.000 couronnes aujourd'hui, la plus grande collecte qui ait été faite en Suède. Entre les années 1922 et 1936, il y eut de nombreuses grèves où les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires ont eu beaucoup d'influence.

IRL - Peux-tu nous parler de l'organisation de la SAC ? De ses structures ?

GW - D'un côté il y a l'organisation verticale : Dans une ville, la section d'entreprise se regroupe avec d'autres dans un syndicat, ce syndicat faisant lui-même partie de la fédération d'industrie de son corps de métier. C'est le côté corporatiste, vertical. Du côté horizontal maintenant ; le syndicat est dans une fédération locale, et l'ensemble de ces fédérations locales constitue la confédération, c'est à dire la SAC.

Il y a donc d'une part treize fédérations locales, correspondant aux treize régions de la Suède, et d'autre part les fédérations d'industrie des mines, de la construction, de la métallurgie, des bûcherons, des emplois tertiaires, des transports, de l'éducation, etc., formées jusqu'à ce jour par les syndicats locaux.

En ce qui concerne l'administration de la SAC, il y a d'abord un comité central formé de seize membres. Parmi ces membres, onze sont des permanents venant de chaque fédération régionale et sont donc élus localement par les syndicats (Unions locales); cinq autres sont des travailleurs bénévoles non-permanents élus par le congrès et qui forment le comité exécutif.

Il y a ensuite un bureau d'administration chargé des contacts et du secrétariat, composé par trois membres permanents employés de la SAC et désignés par le comité central. Il y a aussi des gens qui travaillent pour les fédérations d'industrie, ainsi que pour les journaux, etc., mais c'est autre chose car cela n'entre pas dans le fonctionnement propre de la SAC, ils ne sont pas payés par la SAC.

Le journal interne de la SAC s'appelle SAC-Kontakt qui tire 8 numéros par ans à 19.000 exemplaires. L'hebdomadaire Arbetaren est le journal de diffusion externe des idées et de l'information. Il tire actuellement à 8.000 exemplaires. L'imprimerie fédérative emploie trente personnes. Elle est à la fois militante et commerciale. Elle se suffit donc à elle-même. Dans cette imprimerie, il y a une personne qui travaille exclusivement pour la SAC. Elle traduit des livres, s'occupe de la diffusion, des contacts, etc.

IRL - Quand des décisions du comité central sont contestées par la base, comment cela se passe-t-il ?

GW - Dans ce cas, la décision est remise en question si trois fédérations locales en demandent la révision par référendum dans la SAC.

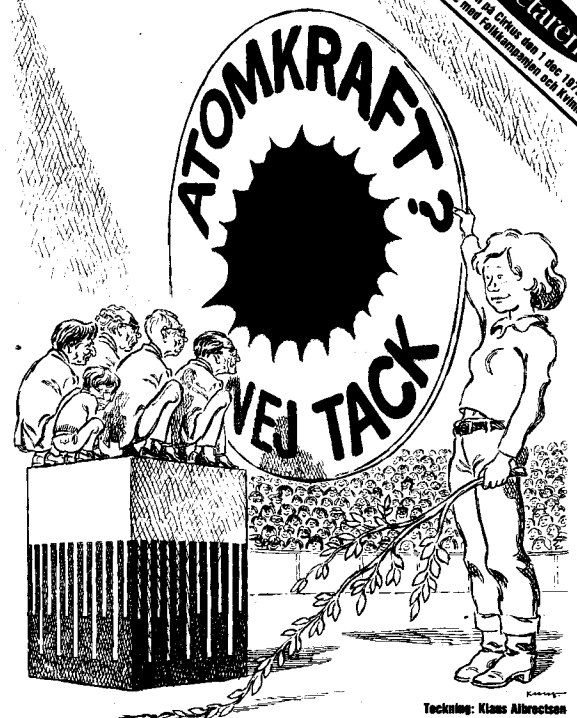
IRL - Quand les grandes orientations sont-elles décidées ?

GW - Elles se décident principalement en congrès, et entre chaque congrès sous la forme du référendum. Il y a un congrès environ tous les trois ans. Le congrès désigne alors les nouvelles orientations ainsi que le nouveau bureau exécutif.

IRL - Est-ce que les élus sont révocables entre chaque congrès ?

GW - Bien sûr, cela est tout à fait possible, là aussi il suffit de demander un référendum. Mais cela ne s'est encore jamais produit.

Je continue l'histoire de la SAC. Après la guerre, toutes les organisations anarcho-syndicalistes ont disparu. Les travailleurs de la SAC, après le large soutien à la CNT espagnole sont désespérés par cet échec, par la victoire de Franco. A cette même époque, les organisations réformistes font un pacte social avec le patron suédois, et dans cette situation, la SAC est en pleine confusion. De plus, la SAC était en désaccord avec la plupart des organisations membres de l'AIT, la CNT Bulgare en exil, la CNT Espagnole en exil, l'USI italienne, car elles sont plus petites et sans pratique réelle dans le prolétariat. En 1956, la SAC a quitté l'AIT. Il existait en Suède une bonne perspective économique, elle commençait à produire et c'est pendant ces années que se renforce le modèle suédois. On parle de la société de Bien-être de la Suède. Tous les travailleurs sont passifs et c'est dans ces années 50 à 60 que les permanences grandissent dans les syndicats réformistes, car même passifs, les



gens veulent des syndicats et ceux-ci se mettent à payer de plus en plus de gens pour s'occuper des problèmes des travailleurs. La bureaucratie grandit.

De 1955 à 1968, la SAC est tombée à 16.000 adhérents, le pessimisme révolutionnaire est dominant, et pendant cette période, la SAC se comporte comme les autres syndicats, elle signe des conventions collectives, etc.

IRL - Après 1968, que devient la stratégie syndicale de la SAC, et pourquoi y a-t-il eu cette cassure ?





GW - En 1968, il y a eu beaucoup de grèves en Suède, ainsi que des manifestations d'étudiants, comme en France. Mais, ce qui est plus important, c'est qu'il y a eu des grèves illégales dans les mines du Nord avec une forte participation anarcho-syndicaliste, et de 68 à 72, de nombreuses autres grèves illégales eurent lieu dans tous les secteurs.

IRL - Qu'appelle-tu grèves illégales ?

GW - Le syndicat a signé un contrat, la convention collective; si ce contrat est respecté, on ne peut pas faire grève. Le droit de grève n'existe que pour garantir les droits des travailleurs fixés par la convention collective, c'est à dire par le contrat patron-syndicat.

IRL - Est-ce que la syndicalisation est obligatoire ?

GW - Non ! Mais 95% des travailleurs sont syndiqués. Assez couramment le patronat refuse les anarcho-syndicalistes, spécialement dans le bâtiment, où des entreprises signent un accord avec les réformistes pour que seuls les travailleurs de LO soient embauchés. Il existe une entreprise, BTA, où les anarcho-syndicalistes sont refusés, car le syndicat LO du bâtiment en est le propriétaire.



IRL - Est-ce que les anarcho-syndicalistes ont essayé de rentrer à LO ?

GW - Non; enfin, naturellement il y en a, mais il ne constituent pas une tendance d'opposition...

Avant 68, il y avait beaucoup de vieux à la SAC, et après 68, un grand nombre de jeunes est arrivé et il y a eu confrontation jusqu'en 72. Depuis, les anciens respectent les jeunes qui ont participé à des manifestations et font un travail actif dans le syndicat.

IRL - Sur quoi se fondaient ces oppositions ?

GW - Sur les principes anarcho-syndicalistes, sur l'Etat. Les vieux sont plus réformistes et pessimistes. Les jeunes ont apporté des thèmes nouveaux, écologie, lutte des femmes, anti-nucléaire, lutte des prisonniers; Ils veulent diminuer les postes de permanents, faire des cours, des stages pour discuter et répandre les idées, analyser les structures, développer la conscience syndicaliste-révolutionnaire.

En 1975, il y a eu une grève des bûcherons qui a concerné 15.000 travailleurs, dont 6 à 7.000 de la SAC (C'est un secteur très fort du syndicat). On a fait des collectes pour tous les bûcherons. Toutes ces luttes amènent le congrès de 1979 à adopter de nouvelles positions pour toute la confédération, comme la lutte anti-nucléaire, qui existait depuis des années dans le syndicat, mais n'était pas encore une position officielle. Après le congrès de 1975, on a commencé à organiser les prisonniers dans la SAC, et nous avons des sections dans les prisons (voir interview de Roland et Elizabeth).

IRL - Quel pourcentage représente le SAC par corps de métier ?

GW - Je ne sais pas. C'est dans le bâtiment que nous avons le plus de syndiqués, et chez les bûcherons le plus grand pourcentage. Pour donner un ordre d'idées, sur l'ensemble des travailleurs suédois, voici comment se répartissent les syndicats:

- LO (Social-démocrate), 2 millions.
- TCO (Confédération des cadres) 1 million .
- SACO (Professions libérales) 300.000.
- SAC, 19.000.
- Havnarbetarförbundet (pour les dockers, communiste), 4.000.

Ce syndicat est très important, car il réunit tous les dockers. Il peut, s'il le veut, bloquer la Suède. Le parti communiste en Suède est divisé en deux fractions; la plus importante, avec 18.000 adhérents est euro-communiste, l'autre, avec 3.000 membres est totalement pro-soviétique. Elles sont complètement distinctes l'une de l'autre.

Voici la répartition au Parlement des partis suédois:

- SAP (Social-démocrate) 40 à 45 %.
- MSP (Moderata Samlings Partiet, la droite) 20 %.
- Centre, 15 %.
- FP (Parti Libéral), 8 %.
- VPK (Euro-communiste), 5 %.

Il y a d'autres partis, gauchistes, mais peu importants.

IRL - Y a-t-il des discussions à l'intérieur de la SAC à propos des conventions collectives, ou d'autres problèmes, pour une autre pratique syndicale en rupture avec la tradition contractuelle ? Y a-t-il des tendances opposées ?

GW - Il n'y a pas de tendances au sens propre du terme.

IRL - Mais que pense-tu de cet héritage des années 50, qui paralyse l'action syndicale, et qui de fait paralyse aussi la tête des gens.

GW - Je ne l'accepte pas', mais c'est une réalité. Je le comprend, mais c'est une situation très dure pour la SAC. Nous sommes totalement isolés des autres organisations anarcho-syndicalistes. Car il n'y en a plus.

Celles qui existent sont des organisations de propagande ou restent à l'état embryonnaire. Aujourd'hui, il y a beaucoup de jeunes qui viennent et veulent connaître les idées anarcho-syndicalistes. Ils sont intéressés par l'histoire de la SAC. Nous organisons des stages, six à huit, d'une semaine, chaque année. Par exemple, sur l'autogestion, sur la lutte des femmes, sur l'idéologie, sur la première internationale etc.

IRL - Comment analyses-tu la situation économique actuelle de la Suède ?

GW - Les secteurs les plus en régression sont les bûcherons, la métallurgie et les chantiers navals. Ce sont de très grandes branches d'économie, et il y a une très grande prise de conscience. En mai, il y a eu une grève générale, dirigée par les syndicats réformistes, avec 100.000 participants. La SAC a participé, pour des raisons tactiques mais sans enthousiasme: c'était une grève dirigée par les réformistes dans un but politique contre la récente coalition gouvernementale élue en 1979.

IRL - On a parlé longtemps du paradis suédois, qu'est-ce que vous en pensez ?

GW - C'est un paradis pour les capitalistes et les dirigeants des partis politiques. On a développé des normes, des règles nouvelles de travail. On a parlé de groupes d'autogestion pour les ateliers de fabrication de Volvo, mais il y a eu des recherches sur le rendement. De plus, le travail n'est plus à la chaîne, mais il est compartimenté. Chaque atelier représente une petite usine sans communication d'un atelier à un autre, juste un tamis roulant qui transporte les pièces. Il est presque impossible de communiquer et de faire une grève d'ensemble. Il y a aussi le contrôle des ouvriers par eux-mêmes. Quand une personne fait diminuer le rendement, ce sont les autres ouvriers qui l'excluent. On appelle cela l'intéressement. Il y a beaucoup de pratiques similaires, qui sont de plus en plus critiquées.

D'autres moyens sont utilisés pour accroître le rendement. Une des méthodes est de donner une base de salaire égale à tous les travailleurs, mais de garantir une autre partie du salaire en fonction de la productivité. C'est contre cela qu'a eu lieu la grève des bûcherons de 75; ils réclamaient aussi la mensualisation des salaires. Depuis 1979, le patronat suédois revient à ses anciennes méthodes et la part productivité a beaucoup augmenté.

IRL - Penses-tu qu'il va y avoir une montée des luttes dans les années à venir ? Dans la mesure où le pacte social est rompu, comment vois-tu l'avenir de la classe ouvrière suédoise ?

GW - C'est la fin du modèle suédois, et on voit se développer la conscience sociale des travailleurs. C'est une chance pour le développement de l'anarcho-syndicalisme. Mais je ne sais pas si la SAC aura la force de lutter; il faut qu'elle se développe ! Actuellement, une lutte pour un autre développement de la société suédoise est possible, mais il est vrai que la majorité des trava-

illeurs est encore à LO. On voit cependant arriver de nombreux jeunes, des femmes, des marins, qui adhèrent à la SAC, et ces capacités d'évolution existent réellement.

IRL - Existe-t-il des regroupements d'anarchistes, organisations ou groupes ?

GW - Il n'y a que des groupes ponctuels; la plupart des anarchistes travaillent dans la SAC.



IRL - Existe-t-il un mouvement coopératif ?

GW - Oui, il y a beaucoup de coopératives de consommation et de production, des communautés de travail et de vie. Tous les mouvements écologistes, anti-nucléaires, communautaires, de squatters, etc. convergent vers un même but de responsabilité directe. Il n'y a pas de distinction entre les luttes des travailleurs et ces mouvements. Les deux sont extrêmement liés, car tout se rejoint.

IRL - Il existe un exemple anglais, celui de la Lucas qui est une entreprise d'un très haut niveau technologique fabriquant des armes. Cette boîte a fait faillite, et les travailleurs l'ont reprise en autogestion comme les Lip en France, mais en l'orientant vers des productions alternatives, les éoliennes, l'énergie solaire etc. Que penses-tu de cette expérience ?

GW - Le problème reste en fait que les luttes menées par les syndicats réformistes, classiques, sont des luttes défensives. La lutte des travailleurs de la Lucas a été offensive, mais elle a abouti dans la mesure où ces travailleurs tous techniciens hautement qualifiés ont pu restructurer eux-mêmes leur entreprise, pour un marché

(Suite p21)



Il était une fois un pays d'Europe où le ministre de l'intérieur s'appelait Monsieur Loiblanc, et où des Antillais très entiers vivaient dans un faubourg triste qui s'appelait Briquerville. Il y avait aussi une fée qui n'était pas très bonne, et qui s'appelait Marguerite. Et un jour, ou plutôt un soir... Mais revenons un peu en arrière.

Briquerville, ou, pour l'appeler par son nom, Brixton, est l'un des quartiers les plus pauvres de Londres, au Sud de cette interminable étendue urbaine. Ce qui reste aujourd'hui d'un quartier bourgeois du XIXe siècle, lorsque de coquettes maisons de brique, avec leur deux-trois étages et leur jardinet minuscule, donnant sur des avenues plantées d'arbres étaient habitées par les ménages aisés de la classe moyenne. C'était le temps où le grand Londres se construisait fiévreusement à partir des bourgs campagnards qui entouraient la vieille City. Les parcs, les étangs, les canaux nombreux qui rompent étrangement la monotonie de l'océan des briques sales rappellent cette lointaine origine. Une armée de maçons, venus de toutes les régions d'Angleterre, posait ces millions de briques accumulées. Leurs unions et leurs grèves furent la base des syndicats britanniques, et même de la première internationale. Mais ceci, comme dirait Kipling, est une autre histoire.

Aujourd'hui, les prolétaires vivent là où demeuraient les bourgeois. Douteuse victoire. Des locataires de plus en plus pauvres, des propriétaires près de leurs petits sous ; les coquets pavillons ont mal vieilli. Plus d'un tiers sont « nettement en-dessous du standard moyen ». Les émigrés « colorés » du vaste Empire colonial britannique sont venus s'entasser dans certaines zones. La crise, ou soi-disant telle, a fermé une partie des boutiques, supprimé les emplois. Quelques supermarchés, vitre et néon, le luxe tape-à-l'œil et minable de la pauvreté urbaine.

A regarder les statistiques, le « Bourg » de Lambeth, où se trouve Brixton, est plutôt moins multiracial que d'autres quartiers de Londres : 62 % de « blancs » (sic), 29 % de noirs, surtout Antillais, et quelques « asiatiques »,

9 % de Chypriotes, Maltais et divers Hellènes. Un Maltais, pour la plupart des journaux londoniens, n'est donc pas « blanc ». Sont « blancs », au fond, les présumés Britanniques ; ce n'est pas une couleur, c'est une qualité sociale. Mais la moyenne statistique est trompeuse, comme presque toujours. A Streatham, ou même à Clapham, quartiers voisins dans Lambeth Brough, il y a beaucoup plus de « blancs », et même de blancs aisés. A Brixton, il y a entre 70 et 80 % de « noirs » Antillais, qu'on appelle ici des West Indians, gens des « Indes Occidentales », (par opposition aux East Indies, que nous appelons les Indes, et d'où viennent les Pakistanais, également très nombreux à Londres). Brixton est donc un quartier noir, pas vraiment un ghetto, puisqu'on y trouve quelques « petits blancs », et quelques « petits bourgeois pauvres », généralement à gauche. Pas de ségrégation politique comme en Afrique du Sud, juste la ségrégation économique, qui ne marche pas si mal.

La première génération était composée de gens durs au travail, très désireux d'être respectés, et pour cela « respectables », et pas spécialement contestataires : « Rule Britannia », la Grande Communauté Britannique, un Place pour Chacun et Chacun à sa Place. Les jeunes, la deuxième ou la troisième génération, sont nés ici, ils ont le Reggae, « a bit of weed » un brin d'herbe, et même parfois des diplômes. Mais ils n'ont pas de boulot, et pas de maison, ou pas beaucoup. Le chômage, c'est bien connu, à toujours eu une préférence pour les femmes et pour les jeunes. Dans le Bourg de Lambeth, il y a 13.000 chômeurs, dont une bonne moitié de « colorés », comme on dit dans les journaux. Là-dessus, 1.500 qui ont moins de 20 ans n'ont jamais eu de boulot, dont 900 noirs. A Brixton même, le chiffre des chômeurs est estimé à 2.000, dont 800 jeunes, et plus de la moitié sont noirs. Mais ce dernier chiffre est trop faible, il faut y ajouter 1.500 jeunes retirés artificiellement du chômage parce qu'ils suivent 6 mois d'« apprentissage », et un nombre indéterminé de jeunes chômeurs non-déclarés. Pour une zone de 3-4 km², c'est pas mal.

BI RO

« La couleur
question d'autoc
teur de Bristol
« Je me fou
et normal ne s
Ils riaient tout
science ». (Avr

BRIXTON DOCK

... n'a rien à voir là-dedans. Je crois que c'était une rite, de réaction à l'autorité ». (Avril 1980, un pas après les émeutes noires).
... is de ce qu'on dit, seulement un être humain civilisé e ballade pas avec un cocktail molotov à la main... le temps... J'espère seulement qu'ils ont une con-
1981, l'agent Haggis, 24 ans, à l'hôpital).

Le logement ne marche pas tellement bien non plus ; le « conseil du bourg » (la municipalité) de Lambeth est travailliste (socialiste), il semble qu'il ait fait des efforts, mais il y aurait 17.000 à 18.000 personnes sur les listes d'attente, qui ont donc encore de beaux jours devant eux. Le conseil s'est récemment aperçu que les nouveaux logements allaient principalement aux « blancs », bizarre ; il a donc décidé un quota minimum de 30 % de « noirs »... pour l'avenir. Vivre, c'est espérer. A Londres, une politique d'assistance contre la crise avait commencé à se développer dans les années 70. A Lambeth, elle n'avait débuté que tardivement, en 1978 ; et justement, en 1979, les Conservateurs gagnèrent les élections, et leur Dame de Fer, Maggie pour les intimes, commença à faire des économies. Pas de chance. Cette année, c'est 20 millions de Livres de subventions (plus de 20 milliards) qui avaient été supprimés au bourg de Lambeth. Comme l'a dit la belle Marguerite « L'argent ne peut acheter ni la confiance, ni l'harmonie entre les races... Nous devons trouver autre chose ». Autre chose de pas trop coûteux, évidemment.

Car l'harmonie ne règne pas toujours à Brixton, qui s'était fait une réputation pour le « mugging », le vol à l'arraché, plus ou moins accompagné de brutalités, de préférence à l'égard des vieux et des femmes. Il faut remarquer qu'inversement les crimes et les cambriolages y étaient plutôt rares qu'ailleurs. La réponse était évidente : des flics, plus de flics. En 1978, la nouvelle police spéciale, le SPG (Special Patrol Group, organisée sur une base non locale, avec commissariats spéciaux, nous y reviendrons) se mit au travail à Brixton, impatiente de mettre en œuvre sa méthode « Stop and search » (Tu arrête et tu fouille). Base légale, la « Sus Law » (loi des suspects) tirée, si j'ai bien compris, d'un vieux texte du XIXe siècle, le Vagrancy Act (sur le vagabondage). Sacrés dirigeant anglais, ils sont formidables, toujours à faire du neuf avec du vieux. Le respect de la tradition. Ça a tout de même une autre gueule que le bricolage de Peyrefitte. Mais les jeunes de Brixton n'arrivent pas à apprécier ce style si délicieusement suranné. Les flics appellent

17
l'avenue principale de Brixton, Railton Road, « La ligne de Front » ; les jeunes préfèrent l'appeler « Babylone » ; à chacun ses goûts.

En 1979 l'arrivée au pouvoir de Maggie n'améliorait pas les choses. Pas mal d'histoires, plus ou moins vraies commençaient à circuler sur les exploits de la police à Brixton ; les notables noirs et la municipalité réunissaient une « réunion de travail » sur la « détérioration des relations entre la police et la communauté, spécialement la communauté noire ». En 1981, ça n'allait pas mieux, et un rapport du conseil municipal dénonçait « le style et les méthodes de la police » à Brixton, spécialement du SPG. Ces critiques ne provenaient pas de vilains gauchistes : l'un des porte-paroles du conseil (une directrice) opposait aux « méthodes dures » ces « officiers de police en liaison avec les écoles » qui venaient parfois aux cours, et organisaient des matchs de foot ou des excursions pour les jeunes (!) et concluait par ce que les anglais appellent un « understatement ». C'est un travail extraordinaire, qui n'est pas assez apprécié dans les commissariats. Les pique-niques n'ayant donc soulevé l'enthousiasme ni des autorités, ni des flics de plus en plus influencés par les SPG (surtout les jeunes flics), il ne restait plus qu'à intensifier le style « classique ». C'est ainsi qu'une semaine pluvieuse et venteuse du joli mois d'avril les flics présentèrent à leur public de Brixton leur toute dernière création, l'opération Swamp 81, in french « bas-fonds 81 ». On n'est pas plus délicats. Opération à double détente : un quadrillage d'uniformes dans les grandes rues (un conseiller dira « c'était une véritable armée d'occupation » ; mais ça devait être un mal pensant, la presse l'appelle « Ted Knight le Rouge, le leader marxiste du conseil municipal ». Ciel !) ; mais aussi, ruse, 150 « plain clothes » (des hambourgeois-En-bourgeois), qui batifolaient innocemment dans les petites rues. Le quatrième jour de la semaine était passé, et les flics annonçaient triomphalement 1 000 « interrogatoires » et 100 arrestations, le double du chiffre habituel pour toute une semaine. Le cinquième jour arriva, qui était, comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre, un vendredi. Le soir tombait.

Quatre « officiers de police » circulaient tranquillement dans un car lorsqu'il aperçurent un jeune noir, « sans chemise et portant au dos une blessure » ; il le prièrent de monter dans le car et se mirent à le questionner. Déclaration d'un officiel « les agents étaient simplement en train d'essayer d'aider le blessé ». Rien de tel qu'une conversation à bâtons rompus entre amis pour soigner un coup de couteau dans le dos. Mais le monde est bien méchant et bien ingrat. Peut-être attirés par le bruit de la conversation, plusieurs jeunes noirs sortent d'un café proche, rejoints par d'autres ; ils bloquent le car ; des bouteilles volent, puis des briques (quand les petits pavillons trop pourris se sont écroulés, il reste des terrains vagues avec des briques. La différence avec les pavés est apparemment minime). Après arrivée des renforts, on opéra sept arrestations. La statistique s'améliorait encore. Déclaration du même officiel au « Times » « l'ordre a été rétabli 20 minutes après ». Cool.

Et le sixième jour arriva (incidemment, c'était un samedi. Je préfère prévenir mes éventuels lecteurs que le septième jour sera un dimanche, et on n'en parle plus). Quatre heures de l'après-midi ne sonnèrent pas au clocher de l'église Saint-Mattiew (ou alors personne ne l'entendit). Beaucoup de jeunes, surtout des noirs, se balladaient dans les rues. Une paire de flics en voiture aperçut un chauffeur de mini-cab (petit taxi) qui s'apprêtait à démarrer. Il s'agissait d'un homme de 28 ans, qui était, par un hasard malheureusement fréquent dans ce quartier, Antillais et noirs de peau. La police voulut-elle, cette fois encore « essayer d'aider » ? Ils ne l'ont pas dit, mais ils se mirent à fouiller le taxi. Et c'est là qu'ils com-

mencèrent à avoir de sérieux ennuis.

Au début, même scénario : attroupements, discussion, on pousse, les flics se dégagent, les premières briques partent. Les renforts arrivent pour dégager la zone, et ils se heurtent à un millier de manifestants, surtout des jeunes de moins de 20 ans. Les En-bourgeois, qui portent le nom évocateur de Snatch squad (les équipes « j't'empoigne ») profitent de la confusion pour opérer quelques arrestations, améliorant une fois de plus le score. « J'ai vu » explique un témoin « deux meneurs, un jeune homme, noir, et une jeune femme, noire, au milieu de la rue, crier et agiter les bras, exhortant les gens à charger la police ». Ensuite, déclare un responsable de la police locale « ce fut une violence aveugle ». Une violence aveugle, peut-être, mais un tir précis, puisqu'à la fin de la journée, 165 flics étaient blessés. Les trois premiers cars de police qui arrivèrent furent stoppés, renversés, et incendiés. Désagréablement surpris, les flics lancèrent alors plusieurs charges, avec boucliers et matraques, parvinrent à dégager tout Railton Road, et en bouclèrent les deux extrémités. Ouf. Les émeutiers se mirent alors à se déplacer par petits groupes en brisant les vitrines (pas tout à fait n'importe lesquelles, semble-t-il). Le pillage commença par une joaillerie, et par le magasin de vêtements Burton (of London of course). Les flics étaient bien embêtés, lorsqu'ils s'aperçurent que Railton Road, entre leurs deux barrages, n'était pas si « pacifiée » que ça, bien au contraire ; une barricade venait d'y être élevée, formée de plaques de tôle prises sur un chantier, et de deux camions qui brûlaient en avant. 30 malheureux défenseurs de l'ordre se lancent bien imprudemment à l'assaut. Une pluie de briques s'abat sur eux et les six premiers cocktails, suivis de beaucoup d'autres. Il était sept heures du soir. Apparemment, les flics londoniens n'avaient jamais vu ça. Les blessés à l'hôpital décrivent encore avec panique aux journalistes venus les interviewer, les boules de feu qui s'abattaient sur eux, l'un d'eux brusquement transformé en torche s'enfuyant en hurlant de terreur les slogans aussi hurlés, les cris et les applaudissements chaque fois qu'un uniforme, touché, s'écroulait. Quelques immeubles brûlent, notamment un café, le Windson Castle, qui disparaîtra entièrement. Plus loin, le centre commercial est entièrement pillé, des mères de famille, blanches ou noires, et leurs enfants, déménagent les télé et autres bonnes marchandises. A 20 heures, des notables noirs locaux viennent jusqu'à la barricade parlementer ; les barricadiers acceptent de laisser le terrain libre si la police dégage aussi. Refus de la police, Force Doit Rester à la Loi, pas de match nul. Attaques et contre-attaques confuses. Vers 21 heures, les flics tiennent enfin à la barricade ; à ce moment, deux immeubles qui brûlaient s'écroulent et bloquent totalement Railton Road, ce qui signifie que la police voit bloquer son axe principal. Les émeutiers qui ont d'autres passages, peuvent continuer à aller et venir. Les pompiers qui ont essayé d'éteindre les incendies ont été repoussés ; un de leur responsables déclare : « C'est une vraie maison de fous, des incendies éclatent dans les magasins, dans les maisons, et il nous est impossible d'y aller ». A minuit, la police a évacué le centre de Brixton, mais un millier de flics bouclent tout le quartier, empêchant les extérieurs d'y entrer.

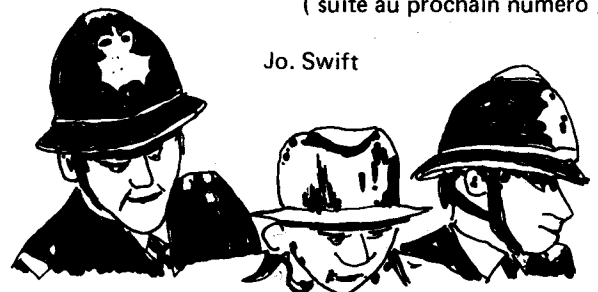
Le lendemain matin, l'humeur des gens du quartier, d'après les témoins, était plutôt joyeuse et détendue. On circulait tranquillement à travers les rues dévastées, en habits du dimanche. On photographie un brin de soleil, le Reggae sortant des portes et des fenêtres ouvertes. Les jeunes étaient très fiers d'eux. Les reporters saisissent des discussions, comme celle, rapportée par le réactionnaire Daily Mail, qui oppose le couple âgé des propriétaires du Pub George, pillé et incendié, et des « agitateurs » blancs et noirs. Les propriétaires, décrivant des

violences pas bien jolies, les « agitateurs » prétendant qu'ils refusaient de servir les noirs, les propriétaires répondant que la moitié du club de fléchettes de leur café était composée de noirs, etc. L'après-midi, le Ministre de l'Intérieur (Whitelaw) et le Chef de la Police font une visite éclair de 10 minutes au commissariat de Brixton, sous bonne escorte et après bouclage de la zone. Quelques coureurs franchissent les barrages et les saluent (Sieg Heil ». Une demi-heure auparavant, simple coïncidence, les cars du SPG ont fait leur apparition ; les flics tentent d'opérer deux arrestations. Briques. Renforts. Un mégaphone appelle les manifestants à se rassembler à Railton Road. Des groupes se hâtent vers le rendez-vous autant de blancs que de noirs. Une vingtaine de cars de Police foncent sur eux pour tenter de les disperser. Pas mal de gens se balladent là-dedans, y compris des jeunes mamans avec bébé et poussette incorporés. Apparemment, tout le monde a fait un effort d'organisation : les flics lancent leurs cars, par colonnes de 12, et leurs charges par groupes de 200. Ils ont amené des chiens. Ils ont un hélicoptère. Les manifestants ont un mégaphone, pas mal de cocktail, des barres de fer, qu'ils récupèrent en arrachant les rambardes métalliques des carrefours. Les groupes qui harcèlent la police sont plus importants ; certains d'entre eux opèrent ponctuellement dans les quartiers voisins, obligeant la police à déconcentrer ses troupes. De véritables petites embuscades sont tendues aux cars isolés (utilisation des toits, attaque par des manifestants planqués des deux côtés de la rue). Moins « spectaculaire » que samedi, mais plus dur. Un Comité de Défence de Brixton a été constitué, officiellement pour la défense juridique des arrêtés. Il convoque à un grand meeting pour le dimanche prochain (25 autres quartiers ou villes ayant de fortes communautés allogènes sont contactés). Le lundi soir, encore des attaques contre les cars, mais les flics ont mis la pédale douce. Tout se tasse. Le meeting de dimanche n'aura pas lieu, après accord avec les notables et le gouvernement. Au Parlement, les députés de gauche profitent de l'occasion pour leur parler chômage et subventions. On leur répond austérité. Le député fasciste, pardon, nationaliste, Enoch Powell profite de l'occasion pour prophétiser que tout ça n'est que le commencement de la fin, il l'avait bien dit, Angleterre Réveille-Toi, etc.

Le Ministre de l'Intérieur ouvre solennellement une enquête, et la confie à une « personnalité indépendante », Lord Scarman, une nullité distinguée et pompeuse. Questions posées : la Police avait-elle vraiment bien agi ? Y'avait-il des agitateurs et des menées conspiratives ? Le brave homme expliquait complaisamment à la Radio qu'il était immédiatement parti faire un tour à pied à Brixton, Mais sans parler à personne pour ne pas être influencé, et que cette promenade lui avait déjà beaucoup appris. Élémentaire, My Lord, les voyages forment la vieillesse. Et à nous, que peut apprendre Brixton, sur l'Angleterre, et sur nous-mêmes ? Que se passe-t-il à Londres, à Berlin (cf. dernier IRL), à Paris quand la ville dort ? Et pour rester à Lyon, dans un passé récent, pêle-mêle, les Charpennes, le meeting international du PFN, les opérations style Hernu, les jeunes immigrés nés en France qu'on expulse...

(suite au prochain numéro)

Jo. Swift





De la boue jusqu'aux genoux

Je ne sais pas si nos impressions du Guatemala ont réussi à émouvoir les gens - tâche bien difficile actuellement - . Il paraît qu'on nous a passé l'article dans IRL, mais entre le lire et le voir il y aura toujours une différence. Les copains qui sont là-bas ont un courage incroyable d'y rester et d'y faire ce qu'ils y font. Nous nous sommes proposés au cas où nous aurions pu être utiles - au niveau médical par exemple - et c'était d'accord, mais pas pour tout de suite.

C'est pour cela que nous sommes venus au Nicaragua en attendant, mais le temps passe et les contacts sont complètement coupés : soit on nous a oubliés, soit ça ne va pas fort là-bas. Il faut préciser que la guérilla au Guatemala attendait une réussite rapide au Salvador avant de déclencher quelque chose de sérieux, mais apparemment, tout ne va pas comme prévu : au Salvador ça s'enterre et les Américains ne sont pas disposés à lâcher le morceau si facilement, à moins qu'ils ne cherchent des solutions de rechange pour sauvegarder les meubles et éviter une vietnamisation du conflit. Mais il faut dire que nous ne sommes pas mieux informés que vous, ici au Nicaragua, peut-être moins bien, si ça se trouve.

Donc nous sommes venus voir ici à quoi ça ressemble une révolution. Depuis le début du voyage nous avons un petit peu l'intention de nous arrêter quelques mois au Nicaragua et d'y travailler, dans la mesure du possible. Le seul inconvénient c'est que quand nous sommes arrivés, nous ne pouvions pas prévoir combien de temps nous allions rester. Dans ces conditions nous nous sommes heurtés au premier obstacle : ceux qui arrivent comme nous les mains dans les poches, sans recommandation d'une instance quelconque (gouvernement, parti communiste, comité de solidarité) ont un mal fou à se faire accepter, il en coûte deux mois à frapper sans arrêt aux portes des ministères, en particulier le plus redoutable de tous : le **ministère de la Planification** (brrr...). La mode est actuellement plutôt à vider les étrangers qu'à les laisser rentrer (ça peut pas se contrôler et on ne sait pas quelle idéologie ça trimballe, ces bêtes-là). Coup de bol, J. réussi à court-circuiter tout ce

tralala en se faisant embaucher directement par le Comité de Solidarité Autrichien, qui a en charge l'Hôpital de Rama.

Rama... un des coins les plus ingrats du Nicaragua. C'est dans la région atlantique du pays, zone inhospitalière parce que basse, au climat dégueulasse (6 ou 8 mois baignés par les pluies avec de la boue jusqu'aux genoux, le reste de sécheresse, atmosphère saturée en humidité), complètement privée de communications (à part Rama, qui est reliée par route à Managua, il faut des heures ou des jours à pied dans la boue, à cheval ou en bateau, pour joindre le moindre hameau). Pour compléter le tableau c'est la population la plus arriérée, la plus pauvre et (ça va avec) la plus réactionnaire de tout le Nicaragua. Nous nous retrouvons donc ici au milieu d'une bande d'Autrichiens et d'Espagnols plus ou moins de gauche ou gauchistes, les uns à fond pour les sandinistes, les autres (comme nous) beaucoup plus critiques. Moi, je n'ai pas trouvé de boulot au plan local, alors je passe mon temps à flemmarder ou à bricoler. J., au bout de 3 mois, en a marre de cet hôpital où elle ne trouve pas grand chose de révolutionnaire : même routine que dans n'importe quel hôpital français, horaires, hiérarchie, paperasserie monstrueuse avec en plus un personnel nicaraguayen qui, dans sa majorité, se désintéresse complètement du boulot et d'améliorer la situation (la plupart sont ici contre leur gré et préféreraient être à Managua), conditions techniques et matérielles mauvaises qu'on pourrait résoudre s'il n'y avait pas tout un tas d'obstacles bureaucratiques. En plus c'est la crise de conscience chez tous les copains sur l'utilité de boucher un trou sans fond si on fait de la mé-

decine curative sans se préoccuper de changer d'abord les conditions alimentaires et hygiéniques de la population. Il faut reconnaître que cela est prévu dans les plans gouvernementaux, mais ça se sent moins que dans le reste du pays, vu le retard de cette région. De plus en plus des copains partent dans le « campo » faire des campagnes d'hygiène, de vaccination, etc. et un de ces jours, ça va être notre tour à nous aussi.

Les conditions de vie des gens dans cette région sont lamentables : ils ne cultivent que le « frijol » (haricot rouge) et le maïs et sont habitués à ne manger que ça (alors que les fruits poussent tout seuls), élèvent des vaches mais n'en boivent pas le lait, les habitations sont rudimentaires, les gens vivent avec les animaux dans les maisons, etc. etc. Résultat : mortalité infantine monstrueuse, maladies parasitaires non moindres, etc. Les gosses qui arrivent à l'hôpital ne sont pas beaux à voir : complètement dénutris, déshydratés, le ventre rempli de parasites, souvent ils pèsent moins qu'à la naissance... Plus les méfaits de l'alcoolisme qui amènent régulièrement à l'hôpital tous les samedis soir quelques blessés à coups de machette ou de poignard (la nuit de Noël 5 à la queuleuleu). A part ça le caractère des gens est plutôt pacifique, mais avec l'alcool ressortent toutes les rancœurs dues à la vie misérable (et les histoires de machisme aussi).

Bon, tout ça ne donne pas une idée très claire de la révolution. Si on regarde l'action gouvernementale pour la reconstruction du pays on ne peut qu'applaudir, et c'est pour ça que tant de gens qui travaillent dans des programmes officiels sont enchantés et que le Nicaragua suscite tant d'admiration à l'étranger. Il y a effectivement dans tous les domaines (équipement, économie, éducation, culture) un gros effort de développement et des plans bien étudiés et réalistes. Mais pour mener cette tâche à bien on a choisi le mode centralisé, l'Etat tout puissant, le parti unique. Il faut bien voir que les dirigeants sont marxistes-léninistes à fond et que s'ils composent avec l'Eglise et certains secteurs de la bourgeoisie, c'est par pur opportunisme. Le Front Sandiniste avait évité soigneusement jusqu'à présent d'être appelé « parti », mais depuis quelques temps on commence à nous expliquer que son avenir est de devenir LE Parti des travailleurs. J'oublie de préciser que le Front a fait son épuration interne depuis un certain temps déjà en éliminant l'extrême gauche, laquelle est qualifiée de contre-révolutionnaire (on connaît le refrain) et amalgamée à la droite. Il y avait en particulier un groupe qui s'appelait « MILPA » (milpa : champ ou récolte de maïs) qui prônait la collectivisation immédiate des moyens de production et qui paraît avoir eu un bon appui populaire ; ce groupe a été dismantelé et ses militants mis en prison, mais il est quasi impossible d'avoir des inrotations là-dessus. Les militants de base sont souvent très chouettes et ouverts, mais ils ne connaissent pas autre chose que la doctrine officielle et n'ont donc pas la possibilité de choisir. L'organisation du front ressemble de près à celle de n'importe quel parti communiste, avec syndicats, organisations de jeunesse, de femmes, etc. qui servent beaucoup plus à appliquer les consignes venues d'en haut qu'à prendre des décisions dans la conduite de la politique. Par exemple l'orga de femmes ne veut rien savoir du féminisme, son but est surtout de répandre le sandinisme dans le milieu féminin et on connaît des européennes qui s'en sont fait virer pour aller trop loin (l'avortement est interdit ici et la contraception pas très bien vue). Autre exemple : les syndicats, bien qu'ils se réclament indépendants, qu'on voit surtout c'est qu'ils demandent aux travailleurs de faire un effort pour augmenter la production et qu'ils ont déjà empêché quelques grèves (actuellement la consigne est à la production et à la défense). Si au moins c'était pour ap-

pliquer un programme vraiment radical, mais les dirigeants ne se sentent pas suffisamment en forme internationalement pour le mettre en pratique, si bien que la bourgeoisie peut continuer à exploiter les gens de manière éhontée, la réforme agraire s'attarde et ne consiste pour le moment qu'à étatiser les terres confisquées et y faire travailler des ouvriers agricoles dans des conditions d'exploitation guère meilleures (par contre, on favorise la formation de coopératives, ça c'est chouette, et on leur donne quelques moyens et assistance technique, mais de distribution de terre je n'en ai pas encore entendu parler, il paraît que ça va faire peur à Reagan). L'influence cubaine est très grande et si le socialisme nicaraguayen se radicalise il n'y a aucun doute que ce sera pour se rapprocher de l'exemple cubain (à propos de Cuba, on a rencontré des jeunes cubains qui, bien que venant militer ici pour le socialisme, ont conscience que leur pays est une dictature... une nouvelle Pologne en vue ?). Tout ceci fait que, en dehors des militants sandinistes, le reste de la population devient de plus en plus mécontent, par peur du communisme et parce que la situation économique ne s'améliore pas aussi vite que les gens le voudraient. Face à ça et aux menaces aux frontières (bien réelles !) les sandinistes deviennent de plus en plus durs et menaçants, le mot « contre-révolutionnaire » est de plus en plus à la mode. Exemple : discours d'un dirigeant local à Rama, pas plus tard qu'hier : « je sais ce que pense chacun des habitants de Rama, je sais qui est révolutionnaire et qui est contre-révolutionnaire,.... ».

Autre chose assez dangereuse : le militarisme. Evidemment quand un pays s'est libéré par les armes ça fait bien de coller des uniformes partout et d'exhiber des armes, mais avec ça l'idéologie s'incruste et les notions de discipline et d'organisation militaire sont utilisées à tout va. Avec les menaces extérieures ça prend des proportions importantes, en particulier les milices populaires sont de plus en plus militarisées : autant que d'apprendre aux gens à manier un fusil on leur apprend à marcher au pas, etc...

Pareil pour le sentiment religieux : il est exploité de mille manières, en commençant par mettre des curés au gouvernement, en prenant en charge l'organisation des fêtes religieuses, en créant un culte des martyrs, en instituant des rites, hymnes et slogans qu'on rabache à la moindre occasion et qui font ressembler les meetings à des messes. Ici Sandino est révééré comme un Dieu, et les dirigeants infallibles comme le Pape.

Nous avons été plutôt surpris de voir que Joël (voir IRL 35, 37, 38) est à fond pour le processus, engagé jusqu'à la moelle, sans faire la moindre critique... A n'y rien comprendre... Nous avons vu aussi deux françaises de Rennes venues faire une enquête sur la femme au Nicaragua ; elles sont plutôt embêtées, car assez déçues, elles ne savent plus comment parler du Nicaragua dans les journaux français. Par contre les délégations des comités de solidarité avec le Nicaragua du monde entier, venues le mois passé pour un congrès à Managua sont reparties pleines d'espérance après une semaine passée dans un hôtel de luxe avec fiestas tous les soirs, discours des dirigeants la journée, visites préparées et plein de petits nicaraguayens agitant des drapeaux à leur passage. Ces gens-là sont allés couper le coton une journée, à grand renfort de publicité : ils ont travaillé deux heures et le reste de la journée on leur avait préparé une grande fête champêtre, pendant que les prolos continuaient à couper le coton à côté.

Tous les symptômes stalinienens n'existent pour le moment qu'en germe, ce qui explique que tout le monde ne se rend pas compte et que beaucoup de gens sont encore enthousiasmés, surtout si on regarde les autres pays autour, on est bien obligé de défendre le Ni-

caragua. Beaucoup de gens aussi voient le retard écono- mico-culturel qu'il y avait jusqu'à présent, et qu'il faut combler quels que soient les moyens employés, d'après eux.

Ce qui m'a le plus effrayé personnellement c'est, plus que le retard économique, l'absence totale de culture chez la plupart des gens de ce pays. Si tu vas en Afrique, les gens ont des coutumes, tout un système qui leur permet de survivre, bien que se pose le problème du contact avec la civilisation occidentale. Au Mexique, au Guatemala c'est pareil, bien qu'il y ait une sépara- tion entre les gens de culture locale et ceux de culture occidentale. Mais ici il n'y a pas même ça (particuliè- rement en Zelaya), au point que les gens ne savent même plus survivre : les mères ne savent même plus qu'il faut donner le sein aux bébés, on leur donne une cuillère de lait en poudre pour un litre d'eau ou du bouillon de maïs (« atole »). Autre exemple : les paysans de cet- te région ne savent cultiver que le maïs et lefrijol ou le riz, ils ne savent même pas planter une tomate, ils crèvent d'avitaminose à côté des fruits qui poussent tout seuls. Si on cherche un peu, les causes sont simples : il ne faut pas oublier que depuis au moins un siècle le pays était aux mains des compagnies américaines comme la « United Fruit » et que ces compagnies, en plus d'exploiter la main d'œuvre, allaient jusqu'à interdire aux gens de planter quoi que ce soit d'autre que le maïs et le frijol pour que ses bateaux ne viennent pas à vide, l'exemple du lait est identique, Nestlé est venu jusqu'ici par la même voie. Et si on remonte jusqu'à la colonisa- tion par les Espagnols, l'histoire est pleine de cas du même genre (le plus fou c'est que même les Espagnols, se sont appauvris puisque les gens ici sont des métis). Ce peuple doit donc avant tout se trouver une culture et les sandinistes le savent bien, mais y arriveront-ils, c'est autre chose, ce n'est pas le marxisme qui va créer une culture propre.

Bon, jarrête là, je suis fatigué.

CLAUDE



SUEDE: LA SAC

suite de la page 15

différent dans lequel ils pouvaient maîtriser les rapports d'échange. Dans l'histoire de la SAC, il y a différentes expériences de luttes offensives. Ainsi les bûcherons qui travaillaient en groupe arrivaient à imposer un prix de leur travail et à le faire augmenter : un groupe de bûcherons allait voir un patron et lui proposait telle somme pour tel travail. Si le patron refusait, tout autre groupe de bûcherons proposait une somme supérieure, et à chaque proposition, le prix montait un peu plus. Les travailleurs qui avaient obtenu le contrat versaient une partie du salaire à ceux qui étaient licenciés ou au chômage. C'est un système à développer. Il nécessite une grande coordination des travailleurs et une volonté offensive. Dans les régions où cette tactique a été appli- quée, les salaires étaient nettement supérieurs à ceux de la convention collective, négociée par les syndicats ré- formistes. Après la guerre, cette tactique a disparu avec le pacte social et la généralisation des conventions col- lectives.

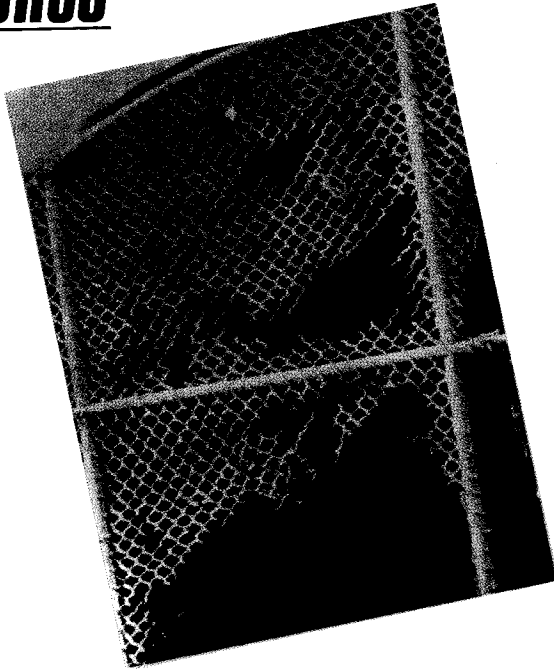
IRL - Comment vois-tu le mouvement anarchiste français ?

GW - Il y a beaucoup de groupes et de tendances, il est extrêmement difficile pour moi de m'y retrouver.

IRL - Que penses-tu de la scission de la CNT espagno- le et quelle est la position de la SAC ?

GW - La SAC a toujours soutenu la CNT. Dans la situation actuelle, les partis politiques et les syndicats ne veulent pas d'une organisation anarcho-syndicaliste en Espagne, ils ont tout fait pour contrôler la situation. Par exemple l'attentat de la Scala: la police a arrêté les militants de la CNT, la CNT a été accusée alors qu'elle était en pleine progression. Cette affaire, et d'autres choses ont fait basculer la situation. Mais il y avait déjà des divergences au sein de la CNT à propos des con- ventions collectives, ou sur la participation aux élections des délégués d'entreprise. Après le cinquième congrès, il y a deux CNT, deux secrétaires, José Bondia, élu au congrès de Madrid, et Carlos Martinez, élu au congrès extraordinaire de Valence en juillet. Il y a deux jour- naux de la CNT avec le même nom. La SAC a des contacts avec les deux fractions.





E. : Son nom ne peut pas être rendu public car pour éviter une répression trop forte, il se présente comme un défenseur des droits de l'homme. Il est né en 1930 en Ukraine. Il a été emprisonné pour la première fois au début des années soixante pour « propagande anti-soviétique ». Libéré en 1971, il est de nouveau condamné en 1974 à dix ans de camp pour le même motif. Il est actuellement dans un camp à régime sévère, et il doit être libéré en 1984.

Alexandre SKOBOV : C'est l'un des principaux animateurs de « l'Opposition de Gauche » de Léninegrad. Il se définit lui-même comme anarcho-socialiste, proche du jeune Marx et hostile à toute violence. Né en 1958, Skobov était l'animateur d'une « commune » à Léninegrad qui deviendra vite le centre de l'Opposition de Gauche. Ce groupe publia trois numéros d'une revue *samizdat* et voulut organiser une conférence nationale des groupes de gauche. La répression a mis fin à ses activités à l'automne 1978. Skobov, alors étudiant en histoire à l'Université de Léninegrad, a été arrêté le 14 octobre 1978 avec plusieurs autres personnes. Accusé en vertu de l'art. 70 du Code Pénal de la RSFSR (agitation et propagande anti-soviétique), le tribunal l'a condamné le 16 avril 1979 à l'internement psychiatrique forcé de durée indéterminée. En été 1980, Skobov a fait savoir depuis l'hôpital psychiatrique n° 3 de Léninegrad où il était détenu, qu'il adhérait au SMOT, le syndicat libre d'URSS.

Alexis KHAVINE : C'est un membre de l'opposition de gauche qui faisait partie de son aile anarchiste. Né en 1959, il a été interné de force quelques temps dans un hôpital psychiatrique en 1977 pour avoir distribué des œuvres de Kropotkine, alors qu'il était encore lycéen. Après avoir refusé de déposer contre son ami Skobov lors de son procès, il a été arrêté le 19 avril 1979. Ammené au commissariat, il a été fouillé mais on n'a rien trouvé sur lui. On l'a fait se déshabiller, et en son absence on a trouvé de la drogue dans ses vêtements. Inculpé selon l'art. 224 du Code Pénal, (fabrication ou vente de drogue), il a été condamné en août à 6 ans de travaux forcés. Il doit être libéré en 1985.

NOUVELLES DU FRONT

Informations sur les prisonniers libertaires en URSS

Il y a actuellement dans les prisons ou les camps soviétiques 6 personnes anarchistes ou au moins proches de nos idées internées pour motif politique. Il y en a peut-être d'autres, mais leur cas ne nous est pas connu. Voici quelques renseignements sur ces compagnons :

Wladimir MIKHAILOV : Il est membre du groupe des « communards-révolutionnaires », un groupe clandestin de tendance anarchiste de Léninegrad. Mécanicien dans une entreprise d'installation de systèmes de réfrigération, il vivait depuis 1975 dans une communauté de Léninegrad. Le 7 octobre 1979, il est arrêté avec deux autres personnes pour avoir écrit des slogans sur les murs et collé des tracts (« La démocratie, pas la démagogie », « A bas le capitalisme d'Etat », les affiches demandaient « un ordre simplement anti-autoritaire » et s'opposaient au mal sous la forme de « la famille, la propriété privée et l'Etat »). Il a été condamné le 25 décembre à 3 ans de camp à régime sévère, peine confirmée en appel le 15 février. Il a refusé de se reconnaître coupable. Il doit être libéré en 1983.

Alekseï STASSEVITCH : membre des « communards-révolutionnaires » et arrêté en même temps que Mikhailov. Musicien, poète et artiste peintre, il vivait aussi dans la même communauté que Mikhailov. Le 25 décembre, il a été condamné à 3 ans de camp à régime sévère, peine confirmée en appel le 15 février 1980. Il a aussi refusé de se reconnaître coupable. Il doit être libéré en 1984.

Alevtina KOTCHNEVA : Membre des « communards-révolutionnaires » et arrêtée en même temps que Mikhailov et Stassevitch, pour les mêmes raisons. Elle a été condamnée à 1 an et 3 mois de camp à régime sévère, peine confirmée en appel. Elle doit être libérée ce mois-ci.

Voilà donc les 6 cas qui nous sont connus d'anarchistes emprisonnés en URSS pour des motifs politiques. Ils ont droit à notre solidarité et à notre soutien. Nous avons informé sur leurs cas car ils nous sont très proches par leurs opinions politiques. Mais les autres prisonniers politiques soviétiques y ont droit aussi, malgré les divergences et les oppositions que nous pouvons avoir avec eux, car en tant qu'anarchistes nous sommes contres les prisons, contre toutes les prisons.

Pologne:



ONE BIG UNION

Devant l'usine Pafawag de Wrocław, qui fabrique essentiellement des locomotives, une rangée de portaits et de slogans qui rappellent des affiches électorales : ce sont des portraits des travailleurs méritants, des stakhanovistes de choc. Une gardienne en casquette et ceinturon hurle et gesticule : interdit de photographier, posez vos appareils de photo et vos passeports à l'entrée, marchez droit !

Une fois le portillon passé, les responsables de la section de Solidarność nous accueillent à bras ouverts. C'est la première fois qu'une délégation non officielle visite l'usine. Dans la cour, une croix de bois rappelle

la grand'messe dite devant tout le personnel pendant les grèves de l'été 1980. Dans les ateliers, quelques insignes Solidarność sur les bleus de travail, des poignées de main, des portes ouvertes. Et les haut-parleurs, qui, naguère, diffusaient des mots d'ordre vantant la productivité socialiste, aujourd'hui transmettent les informations du syndicat indépendant autogéré, les nouvelles des dernières négociations, des cours de formation syndicale pendant les pauses.

C'est chez Pafawag (six mille ouvriers, syndiqués à 98 % à Solidarność) que le comité de grève local (MKS) s'était installé en août dernier ; c'est là qu'en cas de grève générale se replieraient les bureaux du co-

mité régional de Solidarność, c'est là qu'en cas d'alerte plus grave les militants sauraient se protéger.

C'est là, comme dans les autres entreprises, que réside la première force syndicale et que les revendications prennent leur réalité. Pas question, pour l'heure, d'auto-gestion, puisque le système perdure : le syndicat indépendant réclame un droit de contrôle à tous les niveaux de la prise des décisions et de leur application. Contrôle, c'est -à-dire droit de véto, droit de regard, procédures de négociation : il ne s'agit pas à l'heure actuelle de se substituer aux organes dirigeants, de gérer la crise ou la production.

Le même contrôle se pratique d'ailleurs au sein de Solinarność : qu'on se rappelle les transmissions par haut-parleur des négociations de Gdansk, le principe de rotation des postes, la non permanence des organes de coordination pour qu'ils soient tenus d'en rapporter à la base. Mais la démocratie interne n'est pas une institution - on sait trop bien à quoi mène le « centralisme bureaucratique » -, elle se pratique et se conquiert de jour en jour.

C'est là une évidence que nous avons constatée et entendu réaffirmer à chaque instant. Nous, un groupe de syndicalistes suisses et militants du CSSOPE (Comité de Solidarité Socialiste avec les Opposants des Pays de l'Est), invités par la section Solidarność de Wrocław à des rencontres et des discussions, dans le cadre d'une campagne de soutien.

Syndicalisme révolutionnaire ?

Une des choses qui ont frappé des observateurs, pendant l'été 1980, c'était « la puissance et le comportement surprenant des ouvriers qui, sans essayer même de manifester dans les rues ou devant les sièges du pouvoir, tournaient le dos à ceux-ci avec un indicible mépris et, enfermés sur leur propre terrain, exigeaient qu'on y vienne négocier avec eux ». (1)

Il y a la force populaire qui s'organise, d'un côté, il y a l'Etat-patron de l'autre, sans erreur possible. Toute participation aux organes de l'Etat serait inadmissible, les négociations se font sur un rapport de forces. Pas une Des personnes avec lesquelles nous avons parlé qui n'ait cette claire conscience. Solidarność, c'est le mouvement réel des travailleurs ; « eux » sont là-bas, en haut, ailleurs. (On dit de Walesa : s'il continue, il va leur ressembler... »)

Syndicalisme révolutionnaire, sociétés de résistance comme pendant la Première Internationale, one big union des IWW américains ? Rien de tout ça, et pourtant.

Dans chaque entreprise, une seule section syndicale réunit tous les travailleurs, des balayeurs aux ingénieurs. La section conserve 60 à 70 % des cotisations, dont une autre partie va au MKZ (le comité régional inter-entreprise), une autre encore à soutenir les sections les plus faibles. (Vous êtes-vous jamais demandés quelle était la répartition de vos cotisations syndicales ?) Le MKZ est composé de représentants des entreprises, élus au suffrage direct. Il a en outre des conseillers, intellectuels, ou autres militants qui se sont mis à son service, préparent des documents, rédigent des textes, mais n'ont aucune part aux prises des décisions.

Partout on se préoccupe de l'information et de la formation. Des réseaux de cours se mettent sur pied, où l'on parle aussi bien du syndicalisme international que de la falsification de l'histoire par le Parti ou de littérature générale. Chaque étape, chaque victoire est discutée, commentée, analysée pour servir à l'affermissement du mouvement.

Autour des sièges de Solidarność, à certains points stratégiques comme aux alentours de la gare ou aux arrêts de bus, des affichettes contre la répression, infor-

mant sur les dernières négociations, donnant des nouvelles de l'autre bout du pays. Les journaux muraux sont des feuilles photocopiées, grises, sans marges, publiées grâce à des trésors d'ingéniosité sur des machines archaïques, avec du papier de récupération, comme les innombrables bulletins d'entreprise. On les lit en groupe, on les commente, on les signale au passant distrait.

Les murs des villes polonaises, vierges de publicité (hormis les affiches pour des spectacles, pour quelques entreprises d'Etat et pour... Pepsi Cola), sont aussi vierges de graffiti : à peine un John Lennon et deux ou trois signes anti-atomiques. Les A ceclés, mes petits amis, signalent les arrêts d'autobus !)

Dans les séances officielles des organes syndicaux, on ne rigole guère, on ne boit pas, on se prend au sérieux (il y a de quoi !). Seuls les responsables de la section radio et médias, qui travaillent eux aussi nuit et jour, se considèrent comme des lumpen-intellectuels, offrent le coup de rouge ou le verre de vodka collectif, écoutent du jazz à pleins tubes.

« Pauvres, mais libres », « pauvres, mais dignes », ces expressions éculées conviennent pourtant. Cela n'a-t-il pas toujours été une caractéristique du mouvement ouvrier naissant ?

Un peu d'histoire

Du 23 au 31 août 1980, le Comité central de grève à Gdansk publiait quatorze numéros du bulletin Solidarność, qui détaillaient les revendications des grévistes, relatait le développement du mouvement de grève et ripostait aux attaques des autorités.

Du 3 au 16 mars 1921, le Comité révolutionnaire de Cronstadt avait, lui aussi publié quatorze numéros des Izvestias, organe du mouvement de grève placé sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets, non aux partis ! »

Les vingt-et-un fameux points des revendications des ouvriers polonais n'ont guère de commune résurgence avec les 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale ; en revanche ils en ont, et plus d'une, avec les quinze points de la résolution adoptée par l'assemblée générale des 1e et 2e escadres de la flotte de la Baltique, soixante ans plus tôt.

Les deux textes demandent la création de syndicats indépendants, aux directions librement élues, la liberté de parole et de presse, la libération des prisonniers politiques et de tous les ouvriers et paysans emprisonnés pour faits de grève, l'accès libre aux moyens d'information et à la presse, et des mesures pour sortir de la crise économique : cartes de rationnement qui assurent l'égalité de l'approvisionnement pour tous, et la suppression des privilèges.

La grande différence qui a teinté soixante ans d'histoire du mouvement ouvrier, c'est que le 18 mars 1921 avait marqué l'écrasement définitif de la révolte de Cronstadt, tandis que le 31 août 1980 marque la signature des accords de Gdansk.

« Evènement contre nature », disent les observateurs pour ne pas croire au miracle. « Il m'était difficile de faire accepter à ma raison ce que voyaient mes yeux et entendaient mes oreilles, écrit encore Krzysztof Pomian. Simplement... je ne parvenais pas à l'assimiler, à l'intégrer dans ce que je sais de mon pays et de ses institutions. » (2)

On se prend à rêver : « L'année du centenaire de la naissance de Staline, la Pologne en termina définitivement avec le stalinisme », diraient les manuels d'histoire de nos petits enfants... Pour l'heure c'est de l'histoire réelle, non de l'histoire-fiction, qui se vit.

OCCUPATION DES MAISONS EN RFA : LÖRRACH

Des choses intéressantes se passent en Allemagne. Dans IRL 39 nous avons parlé de Berlin Ouest et de la guérilla qui se déroule entre la police et les squatters. Cette fois, des informations nous sont parvenues d'une autre localité de R.F.A., Lörrach.

Depuis longtemps « Aktion ein Stadt Zum Leben » (Une ville pour vivre) existe et essaie par des manifestations, tracts, etc... d'être entendue. Au début de l'année, une maison est occupée à Freiburg (comme dans beaucoup d'autres villes), et brutalement vidée par la police spécialisée ; par solidarité « l'Aktion » organise à Lörrach une manifestation parfaitement pacifique au cours de laquelle deux maisons inoccupées sont symboliquement peintes avec des slogans tels que : « ici la ville spéculé, Solidarité avec Freiburg ». Environ 100 à 150 participants. A quelques temps de là, environ 80 à 100 d'entre nous, action préparée dans le secret, se réunissent place du Marché et, par des voix diverses se dirigent vers la Mairie et pénètrent dans la salle du conseil, normalement publique, le maire suspend la séance et refuse la discussion, les conseillers C.D.U. et indépendants et quelques autres se réunirent, ne reste que le S.P.D. et les écologistes (minoritaires) qui discutent avec nous... rien ne se passe.

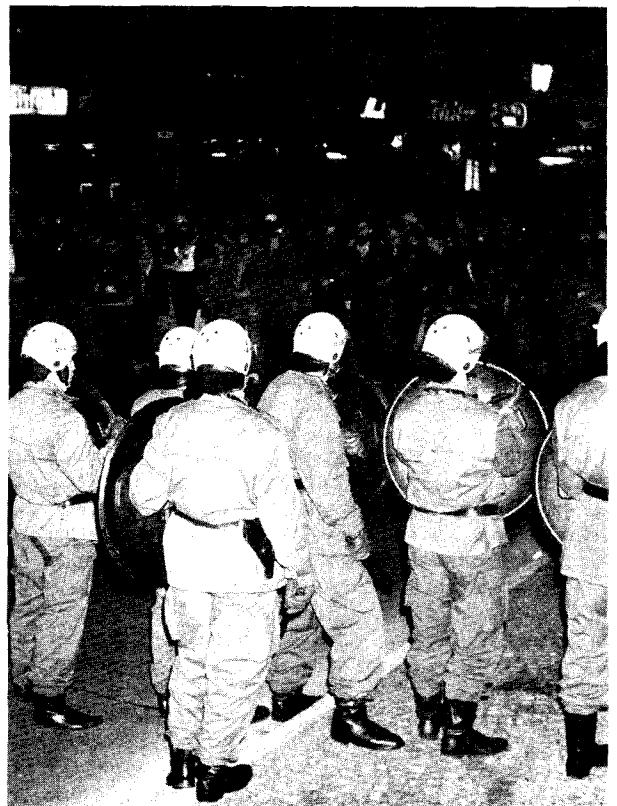
Nous préparons alors, toujours en secret, pour le premier mai l'occupation d'une maison, action avancée au 30 avril à 21 heures 15 par sécurité, action réussie, et immédiatement s'organisent les travaux d'assainissement et de restauration. Déjà le premier mai, beaucoup de visiteurs admirent la rapidité d'exécution et l'ordre qui y règne. Le deux mai, rencontre avec quelques conseillers S.P.D. et écologistes et avec le propriétaire qui parle de retirer sa plainte et se déclare prêt à la discussion. L'ultimatum de la ville, que, après coup, on nous déclare ne plus devoir considérer comme un ultimatum, expire à 20 heures. En réponse, nous avons organisé, pour ce deux mai une journée « portes ouvertes » qui se termine par une fête publique rebaptisée pour la circonstance « Platz der Revolution » (nom qui tient encore). C'était à 20 heures... gros succès, environ 1000 personnes y participent, tout se passe dans l'ordre, l'enthousiasme et la bonne compréhension. Le dimanche, flot de visiteurs de toutes sortes, encouragements. Le 4 mai, nous sommes informés qu'une centaine de policiers spéciaux sont cantonnés dans la région. Nous commençons alors avec A. une garde motorisée pour éviter d'être surpris ; nous mettons également en place une chaîne téléphonique pour déclencher une manifestation immédiate au moment de l'évacuation (cette manifestation n'a malheureusement pas pu fonctionner, l'évacuation ayant eu lieu deux jours et la plupart d'entre nous étant au travail ou à l'école).

Nouvel ultimatum de la ville pour le mercredi 6 mai à 21 heures ; le mardi, rien de spécial, continuation des travaux, comme si de rien n'était, réunions, gardes, un peu de nervosité, de peur, peut être, de fatigue sûrement, organisation d'une nouvelle fête publique pour le mercredi 6 à 21 heure. Le 6, nouvelle visite de conseillers municipaux qui essaient de nous persuader d'évacuer à 21 heure. Quelques avocats se déclarent prêts spontanément à nous défendre, les travaux continuent. La fête a lieu, encore plus grand succès que la première, une démonstration circule dans la ville en l'absence abso-

lue de la police ; la nuit se passe, veille, garde. A 8 heures 30, exténué, je vais dormir quelques heures ; à 9 heures 30 a lieu l'évacuation, ceux de l'intérieur dormaient aussi. Réunion, organisation d'une manifestation le soir, contrôles de toutes sortes de la police (ils ont même contrôlé le radio de ma voiture). Le vendredi, nous mettons sur pied notre réponse dans la presse.

Au cours de notre journée Portes-Ouvertes, nous avons fait une projection, dans le grenier de la maison, du film « Zuri brännt » (Zürich brûle) d'une brutalité extraordinaire (un peu le genre C.R.S.) et « Shwzwooldhof » de Freiburg, évacuation brutale d'une maison occupée dans une ville au printemps, par les commandos spéciaux de la police (S.E.K.), un peu l'équivalent ici des C.R.S.

Pour moi, il est clair que l'important maintenant, c'est la presse et une exposition — une ville pour y vivre —, avec photos, dessins, gravures, plans et textes explicatifs. Nous avons obtenu dans le public d'excellentes résonances qui nous ont aidé à remporter une victoire énorme sur le plan politique ; un travail de restauration absolument improvisé a fait le plus gros du travail de propagande. Dans ce land, Bad-Wurtemberg, régime de droite, C.D.U., le mot d'ordre était : pas de maisons occupées plus de 48 heures ». Nous sommes restés six jours, douze heures et quinze minutes et tout s'est déroulé pacifiquement ! Nous avons réitéré nos exigences : stopper la destruction systématique de vieilles maisons qui donnent un caractère à cette ville, pour y construire des blocs de béton impersonnels, bureaux, centres commerciaux, parkings, garages, remettre en état les maisons vides, inoccupées pour certaines depuis plusieurs années et les remettre sur le marché de l'habitation, stopper la construction de logements « cages à lapins » à prix inaccessibles.





Le relais de la mort d'état

Elle s'appelle Vaureen nic Rorai. Elle a douze ans et va à l'école à Belfast. Elle a composé un poème sur les Hunger strikers, les détenus du Bloc H, qui suivent impavides l'exemple mortel de Bobby Sands, Francis Hughes, Ray Mc Creech et Patsy O'Hara. Le peuple est triste - déclame Vaureen - ses cris demeurent vains. Les combattants républicains luttent afin que le peuple soit libre. Nous, le peuple, tenons les martyrs sur nos mains, car ils se battent pour la Patrie. Les grévistes de la Faim sont conduits à la mort par la non-satisfaction des cinq revendications qui feraient d'eux des détenus politiques. Les mains des Anglais sont pleines de sang; honte sur Margaret Thatcher.

Les « kids » de Ballymurphy

Une fourgonnette s'aventure du côté de Ballymurphy. Vite, une bonne dizaine de gamins sortent de derrière les barricades qui isolent le quartier. Pavés en main, ils s'attaquent en maîtres au véhicule, le défoncent et le clouent au sol pour le joindre à une barricade. Ses deux occupants peuvent s'éloigner sans être inquiétés, ou presque; la voiture, par contre, entre dans le butin de guerre. Pas de vie commerciale ! Pourtant qu'il est chaleureux l'accueil des gens. Dans le quartier clos par des barricades plus ou moins solides et permanentes, les rues sont envahies par des gamins âgés de six à treize ans, véritables maîtres des lieux. Les adultes sont sur le seuil des maisons, dont les portes sont grandes ouvertes. Pas beaucoup d'hommes, et âgés en général. Les femmes sont très nombreuses.

Les barricades sont constituées de voitures ou camions renversés et souvent brûlés, d'électro-ménagers hors d'usage, de portes, de ferrailles, de tôles arrachées n'importe où et de beaucoup de pavés. Par ici les bulldozers

de l'armée britannique ne sont pas encore passés. Ces gamins-là sont fort chaleureux. Ils m'ont demandé si j'aimais le Pape ? Ma réponse, inévitable, si elle les a manifestement contrariés, ne les a pas pour autant scandalisés. A celle sur Bobby Sands, je n'ai pu, il est vrai, que répondre affirmativement. Ils t'entourent ces kids, ils ont l'air d'être libres et autonomes, et pleins de vie. Ce sont eux, qui, les nuits bleues achevées, prennent en charge les barricades qu'ils caressent quasiment. Songez-y : beaucoup d'entre eux revêtent le costume de la première communion. Sauf les lourdes bottes qu'ils ont aux pieds, on dirait qu'ils sont à la fête. Pourtant, il y a de ça. Maintes fois on est approché par l'un d'entre eux qui propose la vente, ou, plus souvent offre des balles en plastique. D'une couleur blanc-crème, ces balles, de 10 centimètres de long, ont un poids de 150 grammes. Elle sont vachement dures, de véritables projectiles. Lorsque les Britts tirent, elles ressemblent à des balles de feu, surtout la nuit.

Un bruit lointain se fait de plus en plus fort. Je m'approche. Derrière une palissade, des dizaines de femmes tapent avec acharnement sur des tôles; qui à l'aide d'un couvercle, qui d'une boîte, qui d'une canette, qui avec un bâton ou une barre de fer. Elles tapent et tapent encore, le dos tourné aux Britts qui, cinquante mètres plus loin, montent la garde à un barrage routier. Il est 12 h 07 à Falls Road. Des pavés tombent sur une colonne de blindés de l'armée britannique, dont la route est ouverte par un bulldozer anti-barricades. Du haut des chars, sort parfois la tête d'un mercenaire. Il serre sa mitrailleuse pointée sur les gens debout sur le trottoir. Eh bien, les kids de Falls Road se détachent nombreux du trottoir et balancent des pavés. Ils n'ont pas peur. Ils ont la force de la haine, le courage de se battre pour une cause dans laquelle toute la population des quartiers catholiques se reconnaît. Contre les blindés et les mitraillettes la population emploie les cocktails molotov, les pétrol-

bombs, qui brûlent avec une fréquence particulière les hucules des occupants. Et les pavés.

Toute la population catholique unie derrière les grévistes du Bloc H... Rite qui se prolonge au fur et à mesure que meurent d'autres grévistes de la faim. Une foule énorme aime accompagner les grévistes jusqu'aboutistes à leur dernière demeure. Réponse ferme et convaincue de dizaines de milliers de gens, tous âges confondus. Ce jour-là, les taxis de Belfast débarquent gratis ceux qui se rendent aux funérailles. Toute vie s'arrête dans la ville ; tout est fermé, tout le monde est dans la rue. Le sentiment que les grévistes de la faim décédés sont des martyrs ou des héros est fort répandu parmi la population catholique. Lors des obsèques, l'armée d'occupation britannique va littéralement se cacher. Le voile de la honte.

Beaucoup de drapeaux en signe de deuil sont aux fenêtres des quartiers catholiques. Ou alors ils sont blancs, largement barrés par un H noir, pour rappeler Long Kesk et son bloc de la mort. Une table pour des signatures à Falls Road. Des condoléances. On s'y arrête sans interruption. Un cortège s'approche ; sur les banderoles, un sigle R.V.H. : ce sont les travailleurs du Royal Victoria Hospital qui viennent porter leur solidarité aux victimes de la fermeté de Madame Thatcher. Eux aussi s'arrêteront de travailler le jour des funérailles et y participeront. Le ciel gris et la pluie rendent plus hallucinant le paysage des quartiers catholiques frappés sinon démolis par la furie anti-britannique. Spontanément surgit l'idée - qui est peut-être en voie de réalisation - : pour battre les kids de Ballymurphy et écraser la résistance de la population catholique de Belfast, faut-il raser carrément leur maison, faire disparaître les habitants ? On a l'impression qu'ici, à Belfast, un tel plan est en voie d'exécution avancée. La dégradation progressive est réelle : on voit déjà une nette différence par rapport à il y a quelques mois. La détermination des gens par contre paraît plus forte et touchante.

Discipline

Discipline, dignité, unité. Les détenus républicains irlandais se rapprochent de plus en plus du quartette de la mort. Tout détenu qui meurt est en fait automatiquement remplacé par un autre volontaire, et ainsi de suite. Jusqu'à quand ? Ils sont plus de 70, les prisonniers du Bloc H disposés à emprunter le chemin de la mort. Don't let them die ! crient les murs de Belfast. Ce ne sont pas des désespérés, plutôt des disciplinés, parce qu'ils se veulent des soldats. Ils sont lucides jusqu'au bout. Et dignes. Il ne faut pas oublier non plus que le côté spectaculaire, mobilisateur des mass-medias du monde entier a laissé la place, à Belfast, à la terrible quotidienneté de la guerre et de la mort. Résistance et mort.

On manœuvre, surtout à Dublin, de la part du premier ministre Hughey, davantage à cause d'intérêts électoraux imminents, que par intime adhésion aux objectifs républicains. Il y a Wedgewood Benn, qui ébauche quelques pas derrière le coupable immobilisme de l'opposition des Travailleurs. La Thatcher tient bon sur ses positions de refus d'octroi du statut de prisonnier politique et les temps deviennent de plus en plus longs. L'opinion publique britannique, qu'on dit soutenir aveuglément les thèses du gouvernement ne sait pas encore ce qui se passe véritablement à Belfast. L'IRA n'est pas une poignée de criminels. Elle est dans la population. On peut être ou non d'accord avec les positions républicaines, et on peut contester le militarisme de sa structure. Il n'en reste pas moins que l'on doit s'accommoder de cette réalité. Les britanniques que Londres envoie en Irlande du Nord comme mercenaires sont de jeunes chômeurs de Manchester, de Birmingham ou de Glasgow, mais leur boulot n'est pas un boulot comme les autres.

Ulsterisation au ralenti

Le gouvernement de Thatcher avait bien justifié la non-concession du statut de prisonnier politique par le fait que cela aurait stoppé le processus d'ulsterisation en cours. On sait bien pourtant que confier la tâche de répression à des forces irlandaises ne veut pas dire envoyer encore mille mercenaires dans l'île en sus des onze mille déjà sur place ou mobiliser dans les six comtés du Nord six cent membres des forces spéciales, le Spearhead Battalion. La détermination des grévistes de la faim s'est en fait complètement transmise à la population catholique. Les coups de main, les attentats, les barricades accompagnent avec une persistance quotidienne la vie de quartiers entiers de Belfast et de Londonderry, de même que les arrestations des membres les plus actifs des comités anti-H-Bloc. L'IRA, qui a reformé à un haut degré l'unité derrière elle grâce aux décès des grévistes, appelle la population à la vigilance et à la résistance passive. On assiste là à l'application la plus étendue de l'esprit même de la stratégie de la mort illustrée par les grèves de la faim jusqu'aboutistes.

Une île à part

L'Irlande du Nord, censée faire partie du Royaume Uni, est en vérité une île à part. De britannique, avec les troupes d'occupation, il y a la police. A la frontière, qui ne devrait pas exister, les contrôles sont particulièrement rigoureux. Comme si cela ne suffisait pas, il faut remplir une landing card, d'une couleur rose, qui est une véritable souscription au Prevention of Terrorism Act de 1976, la loi anti-terrorisme. Un fichage comme il se doit. Celui qui s'y refuse a droit à des interrogatoires interminables. Tout mouvement est soigneusement fiché, de même que les endroits où l'on va et les personnes que l'on rencontre. Comme ça. Juste pour vous donner une idée : être contrôlé et fouillé une bonne dizaine de fois par jour, haut les mains, mitraillette sur le dos, c'est rien. Ça m'est arrivé, une nuit imprudente, d'être énergiquement interpellé trois fois par trois patrouilles différentes, en cinquante mètres ! La nuit, les paras britanniques sont volontiers hystériques et souvent manifestement bourrés. C'est Belfast, où l'on meurt et où l'on voit mourir. Mais aussi, où l'on continue à lutter.

Une guerre qu'on ne peut pas gagner

La Thatcher peut tirer profit du dernier venu des actes de guerre. Cinq mercenaires britanniques ont sauté avec leur blindé la veille de la mort de Ray McCreech. Dans la revendication de l'attentat, l'IRA a eu le mérite de rappeler « soldats anglais, vous devez comprendre que le public et les politiciens anglais n'ont rien à faire de vos vies. Combien de fois vous-a-t-on raconté que l'IRA avait été démantelée ? Vous faites une guerre que vous ne pouvez pas gagner ! ».

Des héros, des martyrs, les grévistes de la faim ? Dans l'esprit des catholiques irlandais, sans doute. Prier Dieu ou Bobby Sands devient presque la même chose. Les visages de beaucoup de gens qui ont assisté aux funérailles de Bobby Sands le disaient.

La grève de la faim, qui était au début un acte extrême et une décision individuelle, quitte en tout cas cette dimension. Elle devient de son propre gré la conséquence de la décision prise - faut-il le dire - par l'IRA de faire la grève de la faim pour mourir. En ce sens, tout en saluant leur dignité, tout en soutenant leur cause, on se doit de ne pas taire cette subordination de la volonté individuelle aux décisions d'un chef militaire de l'IRA. □

P.P. Goegan

Insoumission et élection

Ce qui caractérise le mouvement d'Insoumission Totale, à part quelques rares exceptions, c'est le fait qu'il a été dans son ensemble incapable de se doter de structures collectives qui auraient pu lui permettre d'atteindre l'ampleur qu'il méritait. Tout en revendiquant sa radicalité il n'a pas su collectivement développer les réseaux d'entraide, de boulot, ... etc. qui sont nécessaires pour donner aux choix de l'individu une audience plus grande, parce que véritable lutte collective. Je n'en veux pour preuve que l'opposition systématique, les exceptions confirmant la règle, que n'ont cessé d'exprimer les groupes publics aux réseaux clandestins ou semi-clandestins d'Insoumission Totale. Mais loin d'être seulement une opposition, c'est devenu pratiquement un esclérose aboutissant à l'étouffement de l'ensemble du mouvement.

Je ne veux absolument pas dire qu'il eût fallu que les groupes publics s'alignent sur le choix de lutte des réseaux clandestins, parce que je pense qu'une telle attitude aurait été aussi étouffante. Par contre il est nécessaire que les groupes se fassent l'écho de l'ensemble du mouvement. Surtout que nombre d'argumentations en faveur de l'Insoumission Totale insistent sur le fait de sa diversité qui est sensée être sa force vitale.

Je me demande toujours quelle est en fait cette diversité dont il est si souvent fait mention. Aujourd'hui je pense que le répit dont ont bénéficié les insoumis totaux est terminé. L'échéance électorale n'étant plus sous peu le souci principal des Forces Politiques de notre « belle démocratie ». Il faut s'apprêter à grincer des dents et à gémir...

Reste la solution individuelle de survie et de résistance à la répression. Mais quelle déception pour tous ceux, Insoumis Totaux, qui ont mis leur énergie dans la création d'un véritable réseau d'Insoumission Totale. Pour que ce choix ne reste pas uniquement « une belle histoire d'AMOUR », mais qu'il puisse représenter une réelle force politique. Ce choix individuel est possible, mais il signifie clairement que le mouvement agonise, car ne l'oublions pas, cela a été si souvent clamé : « l'In-

soumission Totale n'est pas seulement refuser un an de service, c'est une lutte constante et sans compromissions contre l'Etat ! » et quand on lutte contre une telle institution que peut-on vouloir à part sa disparition complète. Les Insoumis Totaux se sont prononcés pour une lutte politique globale, s'attaquant ainsi aux « racines qui n'ont pas su éviter cette bipolarisation de la lutte entre la clandestinité totale et la lutte ultra-publique. Mais cette différence et cette valorisation de l'une de ces formes de lutte sur l'autre n'est-elle pas le pur produit de l'Etat et de ses moyens d'information. L'Etat pour qui clandestinité égale DANGER et qui a su si bien bourrer nos petites cervelles de telles différenciations entre le public tacitement reconnu, bien que réprimé, et une clandestinité porteuse de tous les crimes. Finalement tout insoumis totaux que nous sommes nous n'en digérons pas moins ce qu'il entend nous faire croire. Ce n'est que lorsque nous serons dans ces géôles, que cette différence n'existera plus. Mais ne sera-t-il pas alors trop tard ?

Dans un texte du Groupe Insoumission paru dans IRL sous le titre « Texte de situation » il était exprimé le danger que peut représenter l'auto-satisfaction des maigres espaces individuels que peut nous laisser l'Etat. Aujourd'hui il est fort surprenant qu'à l'occasion d'un enjeu électoral, tant de gens inscrits dans une lutte totale contre les institutions se soient rendus aux urnes pour porter au Pouvoir un soi-disant représentant de la gauche. Nombre d'individus qui ont souvent été tentés d'inscrire sur les murs : « Election : piège à cons ». Par cet acte ils se sont déjà engagés pour les prochaines élections : les législatives. Un doigt dans l'engrenage oblige souvent à y passer le bras. Voter et accepter les miettes d'un choix que nous laisse l'Etat, illusion de choisir ! Mais choisir quoi !!!... La social-démocratie ne peut rien changer pour nous et notre lutte si ce n'est d'essayer de la récupérer... ou de l'étouffer.

Un insoumis total



INFORMATION - INSOUMISSION - INFORMATION

Les procès devant le TPFA Tribunal Permanent des Forces Armées de Lyon se suivent et se ressemblent...

— Marc Hollenstein, Insoumis Total depuis juin 79 et réformé provisoire après une grève de la faim, a été condamné le 20 mars 81 à 18 mois de prison ferme (le Commissaire du Gouvernement avait requis une peine de 18 mois assortis de sursis).

— Tony Tamet arrêté le 3 février 81 a comparu le 3 avril devant ce même TPFA... même infraction... même répression... 18 mois de prison ferme (le Commissaire du Gouvernement ayant réclamé 16 mois ferme).

Si Marc, prévenu-libre au moment de son procès peut à ce jour encore savourer les joies d'une « France de Gauche » (?), Tony lui prévenu-détenu a été, après le verdict de son procès, rejoint entre les murs gris de la prison Montluc (1 rue J. Hachette 69 003 Lyon) Xavier Baudry et Alain Josserand condamnés respectivement à 15 et 18 mois d'emprisonnement en juillet 80. au suivant.....

Groupe Insoumission
13 rue Pierre Blanc
69001 LYON
permanences
tous les lundis de 19h.30 à 20H

JOHN

Invitée de la dernière heure pour remettre le compteur à zéro. Elle s'avance sans prévenir, surgissant sur le pas de la vie, suspendant le geste, le mot, le regard, le corps, à dix pieds sous terre. Végétarienne herbivore, elle transmute le corps en racines ; racines de douleurs, racines de déchirures ; le tatouage s'incruste dans la peau, au creux de la tendresse, au sein de la complicité, dans la fragilité de la douceur.

Oubliée de la première heure, elle piste, chienne de chasse que récompensera le doute affolé d'un regard. Elle débusque le gibier ; rien ne sert de brouiller la piste. Une croix d'un matin, d'une nuit, l'oubliée sera au détour d'un buisson, glissant, affectueuse, sa truffe humide encore encroûtée de la terre grasse du dernier trou dans le pli d'une main.

Point de peur à avoir. Elle est familière autant qu'on puisse être son familier. Tout élan, toute espérance, tout désir, a une ombre qui est son peu de lumière. Étrangement fascinante dans tout cataclysme naturel, étrangement belle dans toute apocalypse guerrière elle a la saveur d'une eau insipide qui s'insinue dans chaque cellule, goutte à goutte d'un sablier aux formes amples des mouvements d'une danse qui dessine, dénude et dissout les corps.

Au lit d'un matin, de l'accident d'une nuit, la danse sera nuptiale. Se figent alors le geste, le mot, le regard, le corps.

LA MORT, LA MORT.

Cheval blême qu'enfourche l'enfant, que bouchonne l'homme, que l'ancien mène dans les champs gras où s'alignent, à perte de raison, le bois et la pierre.

LA MORT.

Invitée de la dernière heure, oubliée de la première, elle s'infiltré, paroxysme d'une vie, dans les failles des certitudes, les fissures des murs. Au premier froid, le gel cassera le temps, fixera le rire, éteindra la douleur.

Le souffle givrant claquemurera la maison tandis qu'un châle de larmes couvrira mon corps.

Le cri s'arrache au silence, éclaboussant les cintres d'une voûte de chair. Ensorcelant lamento qui s'incarne dans les volutes du plain-chant amoureux du corps qui s'offre.

Eternités brisées, lignes d'horizons devenues lignes de fuites trébuchantes, l'avenir se condense dans l'instant, explose en fractions d'immédiat. L'hier est enseveli, le demain n'existe pas encore. Si redouté, verra-t-il le jour ?

Plaie béante où palpète le cœur du temps qui s'écoule livide, d'aurores blafardes en nuits écarlates.

Le sang martelle les frontières du néant. Mémoire amputée, résidus de souffrance qui réveillent le vital, absent.

Empoisonnement douceâtre qui asphyxie et tétanise. Mon corps se recroqueville, triste jusqu'à la mort. Voici l'heure qui approche où toutes les portes seront détruites.

Entrera qui souhaite. L'un a fait place à tous.

Perle limpide, diamant de la plus belle eau, de celle qui attire les caravanes qui succèdent aux déserts. La vie git au fond du puits ; attente « comme le veilleur espère l'aurore ».

L'oubli n'existe pas. La commémoration, non plus.

Le cheval pâle s'estombe dans un irréel sans réveils car il n'y a pas cauchemar. L'absence ne comble pas le vide, elle veille, fidélité au présent.

Cela a été car tu n'es plus.

Je suis.

Bruno HERAIL

1 avril 1981



Des bananes miraculeuses

Un économiste irrespectueux (3) prétend que la Pologne pourrait tout aussi bien bâtir son économie sur l'exportation de bananes. Certes, elles devraient pousser en serres et reviendraient cent fois plus cher que les bananes du Honduras. Mais combien d'emplois seraient créés dans les charbonnages, le verre, les aciéries, les cartonnages ! La production pourrait être subventionnée en inscrivant des « postes négatifs » au budget de l'Etat, pratique paraît-il courante. Mieux encore, l'Etat pourrait vendre aux producteurs de bananes charbon, verre et tubulures pour les serres à des prix ridicules. Le commerce des bananes serait ainsi rentable au cours mondial ; simplement, ce seraient les mines et les verreries qui seraient déficitaires.

La balance commerciale du pays serait ainsi magnifiquement stable, mais les gens manqueraient de charbon, ils n'auraient plus un lopin de terre à cultiver, et pas un polonais ne connaîtrait le goût de la banane... L'imagination des planificateurs est sans limites, et les exportations actuelles créent autant de déséquilibres que le feraient des bananes, ou n'importe quoi d'autre.

Ce que voit le voyageur de la situation économique est tragique et sordide. Des magasins vides, des queues à n'en plus finir, des patates et du chou au menu de la cantine, partout la pénurie, le merdier. Mais nos interlocuteurs rient si nous parlons d'aide philanthropique, vêtements, denrées alimentaires, médicaments : « c'est du papier qu'il nous faut, des machines à écrire, à imprimer, du papier surtout, toutes choses que les zlotys ne peuvent pas acheter. »

L'existence de Solidarność ne va pas rétablir la situation miraculeusement. La ferveur religieuse partout présente ne signifie pas que l'on croie aux miracles. L'Eglise, la nation polonaise, les luttes ouvrières, tout est mêlé dans la mémoire en train d'être reconquise :

dans le chœur de la cathédrale de Varsovie, les gens défilent devant une reproduction du monument à la mémoire des travailleurs tombés à Gdansk en 1970 ; ailleurs, la caisse de grève est mise en sécurité chez l'archevêque ; on entonne des chants religieux pendant les grèves, parce que c'est l'autre facette de la résistance.

L'Eglise, la nation, tous symboles que les nouveaux syndicats se réapproprient, spoliés qu'ils ont été des symboles du mouvement ouvrier. Peut-être de nouveaux symboles apparaîtront-ils, de nouveaux anniversaires, de nouvelles chansons.

Quel avenir ?

Ce qui se passe en Pologne aujourd'hui, ça n'est pas la révolution, ça n'est pas l'avènement d'une société libertaire. mais à mon sens c'est au moins aussi important que la résurgence de la CNT espagnole après la mort de Franco. Pour la première fois depuis Cronstadt, un mouvement ouvrier de masse se dresse contre la bourgeoisie rouge, contre les nouveaux maîtres qui ont usurpé le socialisme.

Aucun modèle, aucune référence ne nous disent ce qu'il va en advenir. A nous peut-être d'être présents, d'ouvrir les yeux, d'offrir notre histoire et notre expérience. A nous d'y cultiver la révolte en permanence, le refus de l'institution, la critique de l'Etat sous toutes ses formes.

Marianne Enckell

NOTES

(1) K. Pomian, « l'enjeu polonais », le débat, février 1981.

(2) Ibid

(3) Z. Fallenbuchl, cité par A. Zagajewski, POLEN Hamburg 1981.

1 EX : 15 F (envoi compris)

10 EX : 120 F (envoi compris)

**INTERROGATIONS
SUR
L'AUTOGESTION**
110 pages.
Atelier de création libertaire Lyon

A COMMANDER A
ACL C/O ACLR
13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
chèque à libeller à
IRL CCP 4 150 95 N Lyon

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS (suite de la page 2)

Le poste dépenses est réduit au maximum. Le rou-tage nous économise 200 F. environ. Pour les envois hors France, il nous faut timbrer les journaux à 2 F. environ.

La composition est faite entièrement par IRL en dehors des horaires de travail de l'imprimerie, c'est-à-dire la nuit et les week-ends et ça pose pas mal de problèmes. Nous faisons aussi la photogravure, la mise en page, le montage. L'imprimerie n'intervient que pour l'impression. Nous réalisons l'encartage et les envois : ce qui nous prend encore 3 jours c'est beaucoup !

La périodicité mensuelle, nécessaire, entraîne un sérieux alourdissement de tâches qui déjà, faute de matériel, absorbe un temps trop long, au détriment d'autres travaux. C'est pour cela qu'IRL mensuel ne pourra se faire que si l'on confie une partie du boulot devenu, avec notre outillage long et chiant : la composition, l'encartage. Ce qui gonfle le poste dépenses et revient à ajouter 3000 francs environ au coût actuel de fabrication (un peu moins si l'on décide de passer la pagination de 36 à 28).

Les abonnements : courage il faut persévérer

Entre le 13 septembre 1980 et le 15 mai 1981, nous avons eu 54 nouveaux abonnés et 32 réabonnements. Ce qui passe le nombre total d'abonnés à 213. C'est pas beaucoup, mais c'est en nette augmentation, donc encourageant. Il faudrait que les gens qui achètent IRL régulièrement pensent à s'abonner, à se réabonner et abonner leurs amis.

QUE FAIRE, MON DIEU QUE FAIRE ? !...

Une précision avant de poursuivre : les gens qui font IRL veulent continuer et sont prêts à le faire, même si des problèmes d'ordre « stratégique » risquent de se poser à l'Assemblée Générale de septembre. Nous avons la frite, plus que jamais, et pensons qu'IRL peut vivre et se développer. Ça ne se fera pas, il est vrai, sans votre aide et votre soutien.

Alors, **POUR LA PREMIERE FOIS DE SA VIE** (sept ans et demi d'existence, 40 numéros parus, c'est un bail ! même un septénat) IRL fait appel à une suscription pour éponger ses dettes et aussi, surtout, repartir avec « un peu » d'avance. Comme nous l'avons vu plus-haut, avec 16000 F. ou 20000 F. nous pouvons régler complètement notre dette aux copains de l'imprimerie (A.I.P.N., coopérative autogérée, qui, elle aussi, a besoin de fric !).

Avec 3 ou 4 briques nous pouvons repartir en septembre avec d'autant plus de force que nous n'aurons pas à mégotter sans arrêt, à tout faire nous mêmes, à bosser avec du matériel dégueulasse, dégager du fric permettrait d'assurer une grande partie de la composition, de l'encartage. Les gens d'IRL, dégagés d'une grande partie des tâches lourdes auront plus de temps à accorder au fond et à la forme du journal : à l'équilibre entre les articles, à la discussion, parfois, quand c'est possible, au remaniement des articles, et aussi à la recherche des informations, aux enquêtes sur le terrain. On pourrait faire également des affiches, rechercher de nouveaux lieux de diffusion, créer un réseau de diffusion, avoir un local plus agréable pour bosser dans la joie et la sérénité, du matériel en meilleur état...

Nous pensons qu'IRL doit aujourd'hui développer le rôle qui est déjà, mais trop faiblement le sien : aux côtés d'autres revues parallèles, à la fois sur le plan local et sur le plan national et international, contribuer à développer le mouvement libertaire, au sens large, et non sectaire du mot. Donc renforcer les courants sociaux et politiques proches des pratiques et des idées que nous soutenons depuis nos 7 ans...

Au-delà, le problème qui se pose à ce mouvement : l'élaboration, la clarification, l'explication d'un projet alternatif à la mesure des possibilités, ou des exigences de la période.

Tout cela ne peut se faire que si vous nous aidez et sérieusement, par votre soutien (lettres, articles, diffusion) et par vos petits sous.

IRL arrive à un point charnière : c'est à vous de nous aider à le dépasser.

C'est à ce prix-là que se paie la liberté d'expression et la liberté tout court : un bon coup de main et une poignée de dollars...

21 mai 1981
MITTERAND - PRESIDENT
c'est pas ça qui fera vivre IRL.
Il nous faut du fric et du réel.

Notez dans vos agendas la date de l'A.G. de rentrée d'IRL : 19 et 20 septembre 1981

abonnement souscription

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE..... CODE POSTAL..... VILLE.....

souscrit pour la somme de Francs

s'abonne pour la somme de Francs

Abonnement 5 numéros : 35 F

Abonnement 5 exemplaires pendant 5 numéros : 150 F



